

Genre et justice climatique



Les féministes du Sud et du Nord soulignent que la crise climatique est une crise sociale. Les défis environnementaux posés par le changement climatique sont universels et touchent toutes les nations et communautés. La crise climatique exacerbe les inégalités, intensifie la pauvreté et plonge les populations les plus marginalisées du monde dans une insécurité accrue. Cette note d'information décrit les relations entre le genre et la justice climatique.

Le changement climatique a été identifié comme le problème de développement humain le plus important de notre époque. Bien qu'il soit souvent considéré comme un phénomène purement scientifique et technique, le changement climatique est un phénomène social, économique et politique qui a de profondes implications pour la justice sociale et l'égalité entre les hommes et les femmes. Le concept de justice climatique est très pertinent pour aborder le changement climatique et la protection de l'environnement, car il fait référence à la responsabilité historiquement inégale des pays et des communautés dans la crise climatique. Plaider en faveur de la justice climatique signifie placer l'équité et les droits de l'homme au cœur de l'action et de la prise de décision en matière de climat. En outre, cela signifie qu'il faut demander des comptes aux pays, aux industries, aux entreprises et aux personnes qui émettent de grandes quantités de gaz à effet de serre et qui, par conséquent, contribuent davantage à la crise que ceux qui en subissent les conséquences, à savoir les pays et les communautés généralement vulnérables.

Il est évident que les groupes vulnérables, à savoir les femmes, les enfants, les personnes LGBTIQ, les personnes handicapées, les minorités et les peuples autochtones, subissent de plein fouet l'impact du changement climatique. Les menaces croissantes, qui vont de l'élévation du niveau des mers à des phénomènes

météorologiques extrêmes plus fréquents, affectent ces groupes de manière disproportionnée. La discrimination et l'exclusion dont ils font l'objet les rendent particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. En outre, nous constatons que les solutions et les politiques climatiques sont influencées par des groupes puissants au sein de notre gouvernance politique et économique actuelle, tels que les grandes entreprises transnationales qui sont responsables de la plupart des émissions de CO₂. Nous constatons également que les politiques et les solutions ne tiennent pas compte de leur impact sur ces groupes sociaux marginalisés. Les hommes blancs d'un certain âge ont tendance à être surreprésentés dans les groupes d'élaboration des politiques européennes en matière de changement climatique.

Les liens entre le genre et le changement climatique

Un aspect frappant souligné par la recherche est l'impact disproportionné de la crise climatique sur les femmes par rapport à leurs homologues masculins. Cette situation d'inégalité entre les sexes découle de structures patriarcales profondément ancrées dans les sociétés, qui se recoupent avec des structures néocoloniales, néolibérales et racistes à l'échelle mondiale. Par conséquent, ces barrières socialement construites contribuent à des situations de vulnérabilité liées au genre, ce qui renforce l'urgence d'une approche politique pour relever ces défis interdépendants.

Par essence, le genre sert de cadre conceptuel délimitant les rôles, les comportements et les opportunités jugés appropriés pour les individus identifiés comme « femmes » et « hommes » ou d'un autre genre. Le lien entre le genre et le changement climatique n'a



Manifestation pour le climat à Glasgow le 5 novembre 2021

Crédit: [Oliver Kornblihtt / Mídia NINJA / #COPCollab26, Flickr, Licence CC 2.0](#)



été reconnu que récemment comme domaine d'étude distincte. En 1988, un ouvrage de référence intitulé « Women and Environment in the Third World : Alliance for the Future » d'Irene Dankelman et Joan Davidson a constitué l'une des premières contributions à ce discours. Depuis lors, des universitaires et des militantes féministes du monde entier se sont efforcées de mettre en lumière les dimensions sexospécifiques des défis environnementaux urgents.

Les rôles sexués - un ensemble de comportements et d'attitudes socialement proscrits et jugés appropriés ou souhaitables pour les individus en fonction de leur sexe de naissance - sont des facteurs clés dans le contexte de la justice climatique, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources et au capital et la satisfaction aux attentes de la société. Les modèles de comportements sexués sont le reflet des normes et des valeurs culturelles d'une société, ce qui donne lieu à des sociétés souvent perçues comme dominées par des structures patriarcales. Toutefois, il existe également des exemples de sociétés matriarcales où les femmes jouent un rôle central. Le concept de genre permet de mettre en lumière le fait que l'inégalité entre les hommes et les femmes n'est pas une réalité figée, mais plutôt une question dynamique susceptible d'être transformée.

Les attentes traditionnelles en matière de genre influencent considérablement l'accès aux ressources

vitales, les femmes étant souvent confrontées à des contraintes dues à leur position sociale marginalisée. À l'inverse, les hommes ont tendance à bénéficier de privilèges sociaux qui facilitent un accès relativement libre aux ressources. Le changement climatique exacerbe les inégalités existantes entre les hommes et les femmes et a un impact disproportionné sur les femmes et les filles confrontées à des risques accrus de violences basées sur le genre (VBG) pendant les crises, telles que les agressions sexuelles et la traite des êtres humains. Le changement climatique n'étant pas « neutre » du point de vue du genre, il est impératif de prendre en compte les impacts spécifiques au genre dans un cadre politique global afin de s'attaquer aux causes profondes des disparités entre les sexes.

Terminologie queer-féministe

Il est important de noter que la crise climatique n'est pas un scénario binaire, car les personnes affectées, quel que soit leur sexe, incarnent un large éventail de qualités, de privilèges et d'attributs. Le fait de présenter les sexes comme des oppositions nettes simplifie à l'excès les réalités complexes de l'existence humaine. Il est essentiel de reconnaître la distinction entre « genre » et « sexe ». Le genre est apparu comme un concept distinct du sexe biologique, qui se rapporte aux différences physiologiques entre les hommes et les femmes (par exemple, les gonades, les organes sexuels, les chromosomes, les hormones). (voir informations du Conseil de l'Europe sur « le sexe et le genre »).

Le genre est une construction stratifiée façonnée par les influences sociales, psychologiques et culturelles, qui évolue à travers des processus de socialisation. Il englobe les normes, les comportements et les rôles associés aux différentes identités de genre, y compris les femmes, les hommes, les filles, les garçons et les individus non conformes au genre, ainsi que la dynamique relationnelle entre eux.

La perception de ce qui est « masculin » ou « féminin » peut varier d'une société et d'une culture à l'autre. Les sociétés établissent des normes et des attentes en matière de genre, transmises par le biais de la famille, de l'éducation et des médias, façonnant ainsi les comportements individuels et les structures sociales. En particulier, le genre sert à la fois de cadre analytique pour comprendre la formation de l'identité et de concept politique pour aborder la dynamique du pouvoir au sein des sociétés. En tant que phénomène socialement construit, le genre varie d'une culture à l'autre et peut évoluer au fil du temps.



Crédit: [Md Harun Or Rashid - Flickr](#), [Licence CC 2.0](#)

Dans notre approche de l'égalité entre les hommes et les femmes, nous constatons l'importance de reconnaître plus de deux genres. Cela implique d'inclure dans notre cadre d'analyse et de comparaison d'autres identités de genre telles que les personnes transgenres, les personnes queer et celles qui s'identifient comme non binaires. Bien qu'il existe plusieurs définitions, nous adhérons à celle adoptée par l'Union européenne qui englobe les identités LGBTIQ. En outre, nous employons les termes tels que « personnes non conformes au genre » et « groupes marginalisés par le genre », soulignant ainsi la nécessité de dépasser une compréhension binaire du genre. Toutefois, par souci de clarté et en raison des limites de la recherche disponible, ce document fait principalement référence au genre en termes d'hommes et de femmes. Il convient de noter que la majorité des recherches n'approfondissent pas l'analyse des groupes marginalisés sur le plan du genre, ce qui, pour des raisons pratiques et de lisibilité, limite la portée de notre analyse aux femmes et aux filles.

Perspective féministe intersectionnelle

Il est essentiel de combiner une approche intersectionnelle avec une perspective de genre, car chaque homme ou femme est influencé de manière unique par un ensemble de privilèges et de désavantages qui lui sont propres. Une femme âgée racialisée dans une grande ville peut avoir peu de choses en commun avec une jeune femme blanche dans un village. L'approche intersectionnelle permet d'éviter les classifications trop simples des hommes et des femmes.

L'intersectionnalité, un concept clé dans les sphères féministes et environnementales, a été introduite pour la première fois par l'universitaire américaine Kimberlé Williams Crenshaw en 1989. Ce concept reconnaît les individus comme des êtres aux multiples facettes et aux expériences diverses, et résiste à la tendance à les classer dans des catégories étroites. Fondamentalement, l'intersectionnalité reconnaît l'impossibilité de

confiner les individus dans des catégories singulières, soulignant la nécessité d'appréhender la complexité humaine au-delà d'une seule forme d'identité, telle que le genre. Au contraire, elle souligne l'interaction de divers types d'identité, notamment l'ethnicité/la racialisation, le sexe, la classe sociale, l'âge, les handicaps et la situation géographique, qui sont étroitement liés aux structures de pouvoir et aux inégalités de la société.

Perspectives féministes sur la justice climatique

Mary Robinson, ancienne envoyée des Nations unies pour le climat, a déclaré un jour : « *Le changement climatique est un problème causé par l'homme et doit avoir une solution féministe* ». Les considérations de genre ne doivent pas être un complément, mais plutôt un élément fondamental dans l'élaboration d'idées pour une transition juste à travers un regard féministe. Par conséquent, ces concepts devraient s'appuyer sur des principes féministes, ainsi que sur des méthodologies décoloniales et antiracistes.

L'analyse féministe a examiné la domination des paradigmes de connaissance occidentaux, soulignant l'assujettissement et l'exploitation des systèmes de connaissance indigènes. Le discours écoféministe, particulièrement répandu en Amérique latine, met l'accent sur le lien entre la violence contre la nature, les territoires et les corps humains. La critique féministe n'a cessé de souligner que la marchandisation de la productivité, de l'efficacité et de la concurrence tend à mettre à l'écart l'impératif d'assurer le bien-être des êtres humains et de l'environnement. La gouvernance politico-économique occidentale est axée sur la poursuite incessante de la productivité, mesurée par la croissance du PIB, qui entraîne une crise durable de la reproduction sociale. Notamment, les discours dominants sur l'économie verte donnent souvent la priorité aux solutions technologiques, occultant ainsi les structures économiques et écologiques sous-jacentes. Cette perspective se concentre étroitement sur la capacité des avancées technologiques à remédier, améliorer ou rationaliser

les processus, sans pour autant s'attaquer aux causes profondes des défis contemporains.

Les défenseurs du féminisme se sont toujours opposés à la pratique du brevetage des organismes vivants et à la marchandisation du corps des femmes, en accordant la priorité à l'examen des ramifications sociales et des coûts associés. Elles mettent l'accent sur la récupération des ressources communes et la promotion de la propriété collective. Au cœur de la pensée écoféministe se trouve la reconnaissance du changement climatique, de la disparité entre les sexes et de l'inégalité sociale en tant que défis interdépendants, tous issus de la domination des structures patriarcales au sein de la société. Une partie de cette critique est le développement d'alternatives (écoféministes) qui visent à placer la reproduction ou les soins au centre de l'économie, sur la base d'un modèle socio-économique qui ne vise pas une croissance économique aussi forte que possible, mais une croissance durable et équilibrée dans laquelle les gens vivent avec les ressources de la planète. Un exemple de ces modèles et pratiques alternatifs est le développement du concept Buen Vivir, issu des communautés indigènes d'Amérique latine et centrale. Un autre exemple est le rôle des coopératives locales/régionales qui se concentrent sur les besoins de base.

Vulnérabilités spécifiques au genre

L'impact disproportionné du changement climatique sur les femmes par rapport aux hommes est étroitement lié à divers facteurs sociaux, culturels et économiques.

La question fondamentale « Pourquoi le changement climatique a-t-il un impact différent sur les femmes et sur les hommes ? » a été examinée par des experts dans le domaine du climat, et leur réponse a été unanime : c'est l'inégalité entre les hommes et les femmes. Les Nations unies soulignent que l'inégalité entre les sexes, associée à la crise climatique, constitue l'une des menaces les plus redoutables pour les moyens de subsistance, la santé, la sécurité et la sûreté des femmes dans le monde. Par conséquent, il est impératif de reconnaître que le changement climatique agit comme un catalyseur, renforçant les disparités existantes entre les hommes et les femmes et le rendant intrinsèquement non neutre du point de vue du genre.

Dans le monde entier, les femmes ont la responsabilité de subvenir aux besoins des ménages en assurant l'accès à la nourriture, à l'eau et aux combustibles. Bien que l'agriculture soit un secteur clé pour l'emploi des femmes dans les pays du Sud, celles-ci n'ont qu'un accès limité à la terre et aux autres ressources naturelles, ce qui les rend dépendantes des décisions de leur mari. La pression exercée sur les jeunes filles pour qu'elles quittent prématurément l'école afin d'assumer les tâches ménagères illustre encore cette inégalité. De plus, la santé des femmes et des filles est affectée par le changement climatique, car elles doivent faire face à des ressources limitées pour accéder aux services essentiels et aux soins de santé.

Lors des catastrophes climatiques, la vulnérabilité des femmes s'intensifie et les maladies prolifèrent, les accouchements devenant plus périlleux, avec un risque



Manifestation pour le climat à Pittsburgh le 24 September 2021

Crédit: [Mark Dixon - Flickr](#), Licence CC 2.0

accru de décès pour la mère et l'enfant. Les femmes jouent également un rôle central en tant que principales gardiennes des familles, assurant la sécurité de leurs enfants pendant les crises. Lorsque la nourriture se raréfie en raison de précipitations insuffisantes, les femmes sacrifient souvent leur propre alimentation pour nourrir leur famille. Les femmes subissent également de plein fouet les conséquences de la pénurie d'eau et doivent parcourir de longues distances à la recherche d'eau potable pendant les périodes de sécheresse. Elles s'exposent ainsi à des risques accrus tels que les agressions sexuelles, le harcèlement et la traite des êtres humains. La sphère domestique n'est pas exempte de dangers, les taux de violence liée au sexe, y compris la violence domestique, augmentant fortement lors des catastrophes climatiques. En outre, les conséquences des catastrophes liées au climat obligent souvent les femmes à se retrouver dans des situations précaires. Fuyant leurs maisons inondées, elles cherchent à s'abriter dans des établissements urbains informels, communément appelés bidonvilles, où elles vivent dans des conditions incertaines et vulnérables. Le manque d'accès des femmes au capital social, économique et éducatif les rend particulièrement vulnérables à la menace existentielle que représente le changement climatique.

Des recherches récentes suggèrent un changement de perspective concernant les vulnérabilités liées au genre dans le contexte de la crise climatique. Plutôt que d'examiner uniquement les effets directs du climat sur les vulnérabilités liées au genre, il convient de mettre l'accent sur la compréhension de la nature dynamique de ces vulnérabilités. Les femmes ne sont pas vulnérables parce qu'elles sont des femmes, mais en raison des structures de pouvoir patriarcales socialement construites dans lesquelles elles vivent souvent. Ces structures de pouvoir se traduisent par un accès restreint aux ressources essentielles et aux services publics, par des possibilités d'éducation limitées et par des contraintes en matière de propriété foncière. Les femmes possèdent généralement moins d'entreprises, rencontrent des difficultés dans l'emploi formel et se heurtent à des obstacles dans l'accès aux crédits et aux ressources financières par rapport aux hommes. Une part importante des soins non rémunérés incombe aux femmes au sein des familles. Ces responsabilités englobent des tâches telles que l'approvisionnement en eau et en nourriture, qui deviennent de plus en plus lourdes dans les zones vulnérables au climat où les ressources sont rares. La division actuelle du travail entre les hommes et les femmes exacerbe encore les difficultés rencontrées par les femmes.

En fait, la capacité d'adaptation des individus est étroite-

Crédit: [UN Women/Joe Saade - Flickr](#), [Licence CC 2.0](#)



ment liée à des facteurs tels que le sexe, le contexte socio-économique, les ressources financières, la dynamique du pouvoir, l'accès aux ressources essentielles, notamment la terre, et le contrôle de ces ressources. L'ampleur des inégalités entre les hommes et les femmes dans ces domaines est directement liée aux difficultés que rencontrent les femmes pour mettre en œuvre des stratégies d'adaptation efficaces. Il est impératif de s'attaquer à ces disparités et de les atténuer pour élaborer des cadres politiques solides visant à renforcer la résilience des femmes face aux défis induits par le climat.

Les femmes en tant qu'agents actifs dans le contexte du changement climatique

Pour améliorer l'efficacité des stratégies de lutte contre le changement climatique, il est impératif de tirer parti de l'expertise des femmes dans différents domaines. Les femmes jouent un rôle essentiel dans l'agriculture, la conservation de la biodiversité, la gestion des ménages, la génération de revenus et les sphères politiques. Malgré le discours dominant soulignant la vulnérabilité des femmes du Sud aux impacts du changement climatique, il est crucial de reconnaître leur engagement proactif dans le développement de stratégies d'adaptation. Les femmes, souvent confrontées à un accès inégal aux ressources et supportant une charge disproportionnée des risques liés au changement climatique, font preuve d'une résilience remarquable. Elles ne se contentent pas de relever les défis, elles deviennent les **agents du changement**. Tout en reconnaissant la vulnérabilité accrue des femmes, il est tout aussi important de souligner leur rôle en tant que contributrices clés à des solutions durables. Les efforts en faveur de l'égalité des sexes et de l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels sont essentiels pour orienter la trajectoire vers un avenir durable. La lentille de l'intersectionnalité encourage une compréhension plus complète de la dynamique du genre.

Les chercheurs ont critiqué la représentation des

femmes dans le discours sur le climat comme étant simplement « vulnérables ». Par conséquent, l'accent a été mis sur la reconnaissance de l'agence, des compétences et des voix des femmes qui défient la représentation de la victimisation inhérente. Malgré la myriade de défis que les femmes rencontrent dans divers contextes sociaux, elles recherchent activement d'autres voies pour s'autonomiser. En s'organisant à différents niveaux, de la base locale à la coopération internationale, les femmes résistent aux systèmes oppressifs et établissent des réseaux qui leur donnent le pouvoir collectif de poursuivre des objectifs communs. Cette action collective ne fournit pas seulement une plateforme de résistance, mais cultive également des opportunités pour des moyens de subsistance résilients. En adoptant un ton orienté vers la politique, il est impératif de souligner l'action des femmes face aux défis du changement climatique.

La participation des femmes à la vie politique en est un exemple probant, car les études révèlent que les pays où les femmes sont plus nombreuses au parlement mettent souvent en œuvre des politiques rigoureuses en matière de changement climatique. Par conséquent, la présence accrue des femmes au sein des gouvernements est corrélée à des politiques climatiques plus fortes. En outre, les femmes et les jeunes filles du monde entier sont à l'avant-garde de l'activisme climatique et utilisent diverses méthodes pour protéger, restaurer et régénérer l'environnement. En témoigne le collectif de femmes dalits de Pallur, qui a vu le jour en 2016 lorsque 40 femmes dalits sans terre ont récupéré plus de sept acres de terres occupées illégalement dans leur communauté afin de promouvoir la souveraineté alimentaire grâce à l'agriculture collective. Les groupes, réseaux et collectifs dirigés par des filles et des jeunes deviennent des voix influentes, qui plaident activement en faveur de l'intégration des questions d'égalité des sexes dans les discussions sur le changement climatique. Ainura Sagyn, Autumn Peltier, Disha Ravi, Elizabeth Wathuti, Greta Thunberg, Hilda Flavia Nakabuye, Howey Ou, Isra Hirsi, Luisa Neubauer, Vanessa Nakate et Xiye Bastida sont quelques-unes de ces voix essentielles.



Recommandations politiques

Une recommandation politique logique est de promouvoir l'inclusion d'une perspective de genre qui soit intersectionnelle avec des objectifs spécifiques au genre dans les politiques. Les politiques relatives au changement climatique ne devraient pas être aveugles au genre, ni à l'impact et aux interrelations avec le racisme ou le néocolonialisme. Toutefois, les féministes ont fait valoir que l'intégration de la dimension de genre dans les politiques climatiques n'est pas suffisante pour parvenir à la justice climatique. Le discours sur le changement climatique et le genre doit s'orienter vers la prise en compte des problèmes sous-jacents qui favorisent un changement transformateur en matière de genre.

Les pays européens et l'UE devraient assumer la responsabilité des politiques macroéconomiques actuelles qui contribuent énormément à la pollution, comme les émissions de CO₂, et ils devraient transformer ces politiques. Cela implique de soutenir les stratégies macroéconomiques visant à passer à une « économie du bien-être » ou « économie de la solidarité ». Une telle économie nécessiterait également de tenir les entreprises responsables du respect des droits de l'homme et des normes de protection de l'environnement, tout en veillant à ce que les industries extractives soient tenues pour responsables de tout impact négatif qu'elles pourraient causer.

Les interventions en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes doivent s'attaquer aux obstacles structurels ancrés dans les normes, les lois et les politiques qui contribuent à l'inégalité et à l'injustice. Les femmes, les filles et les minorités de genre, en particulier celles qui subissent des inégalités croisées fondées sur la classe, la race, l'ethnicité, la caste et l'âge, doivent être encouragées à s'engager pleinement et équitablement dans les décisions relatives à l'utilisation des terres, à la gestion du climat et à l'élaboration des politiques aux niveaux national et international. Pour renforcer les capacités des femmes et de leur communauté à défendre leurs droits et leurs intérêts, les leaders féministes devraient se rassembler au sein des différents mouvements pour s'assurer que les voix des exclus soient entendues.

Projecteurs sur l'agriculture collective féminine

L'organisation Women's Action in Development (NAWAD), créée en Ouganda en 2009, se consacre à l'autonomisation des femmes et des jeunes filles tout en plaidant pour la justice sociale, la stabilité économique et la gestion durable de l'environnement. L'organisation met l'accent sur l'autonomisation collaborative, en soulignant l'importance de la coopération avec les hommes pour renforcer les familles et les communautés et libérer le plein potentiel de tous les Ougandais. En particulier, NAWAD s'engage activement dans l'agriculture, en plaidant pour une agriculture collective afin de relever les défis liés à la terre. En encourageant les femmes à combiner leurs ressources pour acheter des terres en commun, NAWAD met en évidence une protection accrue qui découle de la propriété collective, rendant ainsi plus difficiles les interventions extérieures, en particulier celles des maris. La récolte est également considérée comme un effort collectif, ce qui permet aux femmes de récolter de plus grands bénéfices de leur dur labeur tout au long de l'année. NAWAD offre ainsi aux femmes la possibilité d'exploiter collectivement leurs diverses compétences, connaissances et expériences, favorisant ainsi le développement de la résilience de la communauté.



Projecteurs sur les vendredis pour l'avenir

Des exemples individuels, particulièrement remarquables parmi les militantes pour le climat, mettent encore plus en évidence le rôle important des jeunes femmes dans l'action pour le climat. Le mouvement mondial de grève pour le climat, Fridays for Future, qui a débuté en août 2018, en est une illustration marquante. Bien qu'il comprenne divers participants, le mouvement a été déclenché par Greta Thunberg, une Suédoise âgée de 15 ans à l'époque. Des leaders remarquables dans divers pays, tels que Luisa Neubauer en Allemagne, Disha Ravi en Inde et Hilda Flavia Nakabuye en Ouganda, sont des exemples de jeunes femmes jouant un rôle central, contribuant de manière significative à l'impact national du mouvement. Les activistes des Vendredis du Futur exercent une influence morale sur les décideurs politiques, les exhortant à donner la priorité aux connaissances scientifiques et à mettre en œuvre des mesures énergiques pour lutter contre le réchauffement de la planète. Leur plaidoyer appelle spécifiquement à des politiques alignées sur l'Accord de Paris, visant une trajectoire bien inférieure à 2°C. Une étape importante a été franchie lors de la Semaine mondiale pour l'avenir en septembre 2023, avec environ quatre millions de participants, marquant l'une des plus grandes grèves pour le climat de l'histoire.



Manifestation pour le climat à Glasgow le 5 novembre 2021. Crédit: [Oliver Kornblihtt / Mídia NINJA / #COPCollab26 Flickr](#), Licence CC 2.0

Projecteurs sur l'activisme des femmes autochtones

Dans la sphère de l'activisme climatique, un sous-ensemble notable comprend les activistes des communautés indigènes. Bien qu'elles ne représentent que 5 % de la population mondiale, ces communautés jouent un rôle crucial dans la sauvegarde de 80 % de la biodiversité mondiale, ce qui fait d'elles des acteurs indispensables dans les stratégies de protection du climat. Taily Terena du Brésil est une militante autochtone de premier plan, qui défend les droits des femmes autochtones et les causes environnementales. En tant que membre du « Enlace Continental de Mujeres Indígenas » (Réseau continental des femmes autochtones des Amériques), elle a prononcé des discours percutants lors de la convention-cadre des Nations unies, soulignant l'intersection entre les droits des autochtones et la gestion de l'environnement.



Manifestation pour le climat à Glasgow le 5 novembre 2021

Crédit: [Oliver Kornblihtt / Mídia NINJA / #COPCollab26 Flickr](#), Licence CC 2.0



Auteurs: Emma Rainey (WIDE+), Gea Meijers (WIDE+), Elena Georgiardi (GenderCC)

Conception graphique: Stephanie Höglund (WIDE+)

Clause de non-responsabilité: Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.

Glossaire

- **Accord de Paris** : traité international dans le cadre de la CCNUCC visant à limiter le réchauffement climatique à moins de 2 degrés Celsius et à s'efforcer d'atteindre 1,5 degré Celsius. Il énonce des engagements visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à renforcer la résilience climatique et à fournir un soutien financier aux pays en voie de développement.
- **Agent de changement** : individu ou groupe d'individus qui prennent des initiatives et orchestrent des changements sociaux de manière organisée.
- **Alliés** : personnes (généralement) hétérosexuelles et/ou cisgenres qui soutiennent la communauté LGBTQ.
- **Cécité à l'égard du genre** : ne pas reconnaître que les rôles et les responsabilités des femmes/filles et des hommes/garçons leur sont attribués ou imposés dans des contextes sociaux, culturels, économiques et politiques spécifiques. **Cisgenre** : personnes qui s'identifient au genre qui leur a été assigné à la naissance.
- **Collectifs de base** : mouvement populaire qui s'appuie sur les résidents d'un lieu ou d'une communauté particulière pour lancer une initiative politique ou économique. Ces mouvements et organisations recourent à l'action collective au niveau local pour mettre en œuvre des changements qui peuvent avoir une résonance régionale, nationale, voire mondiale.
- **Décolonialisme** : objectif et processus qui visent à déconstruire la colonisation impériale, la blancheur, les dynamiques de pouvoir d'inclusion et d'exclusion et l'eurocentrisme.
- **Espaces sécurisés** : lieu ou environnement dans lequel une personne ou une catégorie de personnes peut avoir la certitude qu'elle ne sera pas exposée à la discrimination, à la critique, au harcèlement ou à tout autre préjudice émotionnel ou physique.
- **Féminisation** : se réfère au processus ou à la tendance selon lesquels certaines professions, industries ou rôles sociaux sont de plus en plus dominés par les femmes. Elle peut avoir diverses implications sociales, économiques et culturelles, y compris des changements dans la dynamique du pouvoir, les tendances du marché du travail et les perceptions sociales des rôles des hommes et des femmes.
- **Genre** : désigne les rôles, les comportements, les attributs et les opportunités que la société considère comme appropriés pour les « femmes » et les « hommes ». Les genres sont socialement construits, appris par des processus de socialisation, varient d'une culture ou d'une société à l'autre et évoluent au fil du temps. Le genre est un spectre qui peut inclure des identités autres que les identités binaires traditionnelles.
- **Green Deal européen** : ensemble de politiques proposées par la Commission européenne pour rendre l'économie de l'UE durable et neutre sur le plan climatique d'ici à 2050. Il vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à promouvoir la durabilité environnementale et à investir dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, le transport durable et la conservation de la biodiversité.
- **Hétéronormativité** : dénote ou se rapporte à une vision du monde qui promeut l'hétérosexualité comme la norme ou l'orientation sexuelle préférée.
- **Insécurité du logement** : terme générique qui englobe plusieurs dimensions des problèmes de logement que les gens peuvent rencontrer, notamment l'accessibilité financière, la sécurité, la qualité, l'instabilité et la perte de logement.
- **Intégration de la dimension du genre** : intégration d'une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes à tous les stades des processus politiques, en veillant à ce que les préoccupations et les expériences des femmes et des hommes soient prises en compte dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans toutes les sphères de la société. Son but ultime est de parvenir à l'égalité des sexes en veillant à ce que les femmes et les hommes bénéficient des mêmes avantages et que l'inégalité ne soit pas perpétuée.
- **Intersectionnalité** : outil permettant de comprendre comment diverses caractéristiques personnelles, telles que race, ethnicité, religion, handicap, âge, orientation sexuelle et identité de genre, s'entrecroisent pour créer des expériences uniques de discrimination. Elle reconnaît que les individus possèdent des identités multiples et stratifiées, façonnées par les relations sociales et les structures de pouvoir. L'examen de ces intersections révèle la complexité de la discrimination et des désavantages résultant de la combinaison des identités.
- **Justice climatique** : se rapporte aux préoccupations concernant les résultats inéquitables pour différentes personnes et différents lieux associés à la vulnérabilité aux impacts climatiques et à l'équité des réponses politiques et pratiques pour faire face au changement climatique et à ses conséquences.
- **Justice énergétique** : il s'agit de garantir un accès équitable aux ressources énergétiques propres et abordables et de s'attaquer aux impacts sociaux, économiques et environnementaux associés à la production et à la consommation d'énergie. Elle cherche à atténuer les disparités en matière d'accès à l'énergie, d'accessibilité financière et de charges environnementales, en accordant une attention particulière aux communautés marginalisées touchées de manière disproportionnée par les problèmes liés à l'énergie.
- **Langage neutre du point de vue du genre** : terme générique désignant les pratiques linguistiques visant à éviter les préjugés, la discrimination ou les implications dévalorisantes fondées sur le genre ou le sexe. L'objectif est d'éviter le choix de mots qui pourraient laisser entendre qu'un sexe est la norme ou le standard.
- **LGBTIQ** : lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels/transgenres, intersexuels, queers.
- **Minorité du genre** : se réfère aux identités de genre minoritaires en dehors du binaire de genre traditionnel, ce qui inclut les femmes transgenres, les hommes transgenres et les personnes non binaires, parmi beaucoup d'autres identités de genre marginalisées.
- **Mobilité partagée** : définie au sens large comme les services et les ressources de transport partagés entre les utilisateurs, soit simultanément, soit l'un après l'autre.
- **Neutre du point de vue du genre** : politique, programme ou situation qui n'a pas d'impact positif ou négatif différentiel en termes de relations de genre ou d'égalité entre les femmes et les hommes.
- **Néo-colonialisme** : politique économique et politiques par lesquelles une grande puissance maintient ou étend indirectement son influence sur d'autres régions ou d'autres peuples.
- **Néolibéral** : idéologie politique qui favorise les politiques qui promeuvent le capitalisme de libre marché, la déréglementation et la réduction des dépenses publiques.
- **Non-binaire** : désigne les personnes qui ne s'identifient pas exclusivement comme homme ou femme. Ils peuvent s'identifier comme une combinaison des deux genres, comme n'étant d'aucun genre ou comme étant d'un genre complètement différent. Les personnes non binaires peuvent utiliser différents termes pour décrire leur identité de genre, tels que genderqueer, genderfluid, agender ou bigender. Cette identité remet en question la conception binaire traditionnelle du genre comme étant strictement masculin ou féminin, en reconnaissant la diversité et la complexité des identités de genre.
- **Pauvreté énergétique** : expression utilisée pour décrire une situation dans laquelle un ménage n'est pas en mesure de se procurer la quantité d'énergie nécessaire pour se chauffer, cuisiner, s'éclairer et utiliser les appareils ménagers.
- **Pauvreté en temps** : quantité disproportionnée de temps que les femmes consacrent au travail non rémunéré, ce qui limite leur capacité à s'engager dans d'autres sphères et activités.
- **Queer** : désigne ou se rapporte à une identité sexuelle et de genre qui ne correspond pas aux normes hétérosexuelles et cis-binaires établies.
- **Rôles des genres** : ensemble de comportements et d'attitudes socialement proscrits, jugés appropriés ou souhaitables pour les individus en fonction de leur sexe.
- **Sensible au genre** : capacité à reconnaître et à mettre en évidence les différences, les problèmes et les inégalités entre les sexes, et à en tenir compte dans la conception et la mise en œuvre des stratégies et des programmes.

- **Sexe** : se réfère aux caractéristiques biologiques qui définissent les êtres humains comme étant des femmes ou des hommes. Ces ensembles de caractéristiques biologiques ne s'excluent pas mutuellement puisqu'il existe des personnes intersexuées qui possèdent les deux, mais dans la majorité des cas, ces caractéristiques différencient les humains en tant que mâles et femelles.
- **Transition juste féministe** : approche de la transition vers une économie durable qui donne la priorité aux besoins et aux droits des femmes et des groupes marginalisés, et qui vise à remédier aux injustices sociales, économiques et environnementales inhérentes au processus.
- **Transgenre** : personnes dont le genre n'est pas le même que le sexe qui leur a été assigné à la naissance, ou qui n'est pas compatible avec celui-ci. Les personnes transgenres peuvent se décrire en utilisant un ou plusieurs des termes suivants : transgenre, transsexuel, genre-queer (GQ), genre fluide, non-binaire, genre-variant, travestissement, sans genre, agenre, non-genre, troisième genre, bi-genre, trans-man, trans-woman, trans-masculin, trans-féminin et neutrois.
- **Travail non rémunéré** : se réfère au travail que les individus effectuent sans recevoir de compensation monétaire. Il peut s'agir de tâches domestiques, de responsabilités de soins et d'autres tâches (principalement effectuées par les femmes) qui contribuent à la société mais ne sont pas formellement reconnues ou rémunérées au sens traditionnel du terme.
- **Vulnérabilité** : conditions déterminées par des facteurs ou processus physiques, sociaux, économiques et environnementaux qui augmentent la vulnérabilité d'un individu, d'une communauté, d'actifs ou de systèmes aux impacts des aléas.
- **Vulnérabilité climatique** : degré d'exposition des systèmes naturels, construits et humains aux effets du changement climatique.

Bibliographie

- Arora-Jonsson, S. (2011). Virtue and vulnerability: Discourses on women, gender and climate change. *Global Environmental Change*, 21(2): 744-751. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2011.01.005>
- Balikooa, K., Nabanoga, G., Tumusiime, D. M., & Mbogga, M. S. (2019). Gender-differentiated vulnerability to climate change in eastern Uganda. *Climate and Development*, 11(10): 839-849. <https://doi.org/10.1080/17565529.2019.1580555>
- Banjo, F. (2023). 8 Indigenous Activists Fighting Injustice That You Should Know. *Global Citizen*. <https://www.globalcitizen.org/en/content/indigenous-activists-climate-change-injustice/>
- Dankelman, I. (2012). Gender and Climate Change: An Introduction. *Global Environmental Politics*, 12(1): 128-129. https://doi.org/10.1162/GLEP_r_00103
- Daughters of Earth. (2023). Promoting Collective Farms and Food Sovereignty among the Pallur Dalit Women. <https://daughtersforearth.org/project/promoting-collective-farms-and-food-sovereignty-among-the-pallur-dalit-women/>
- Djoudi, H., Locatelli, B., Vaast, C., Asher, K., Brockhaus, M., & Basnett Sijapati, B. (2016). Beyond dichotomies: Gender and intersecting inequalities in climate change studies. *Ambio*, 45(3): 248-262. <https://doi.org/10.1007/s13280-016-0825-2>
- Euronews Green. (2023). From solo protest to global movement: Five years of Fridays for Future in pictures. <https://www.euronews.com/green/2023/08/21/from-solo-protest-to-global-movement-five-years-of-fridays-for-future-in-pictures#:~:text=In%202019%2C%20momentum%20built%20for,1%2C600%20protests%20across%20150%20countries>
- Georgiadi, E. (2023). Gender and Climate Change Discourses in Uganda: Insights from women representations of CSOs. Radboud University. https://www.gendercc.net/fileadmin/inhalte/dokumente/8_Resources/Publications/Final_Thesis_Georgiadi.pdf
- Greenpeace Australia Pacific. (2021). Climate change is a man-made problem that disproportionately impacts women. It needs feminist solutions. <https://www.greenpeace.org.au/blog/climate-change-is-a-man-made-problem-that-disproportionately-impacts-women-it-needs-feminist-solutions/>
- Mavisakalyan, A., & Tarverdi, Y. (2019). Gender and climate change: Do female parliamentarians make a difference? *European Journal of Political Economy*, Elsevier, 56(C): 151-164. <https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2018.08.001>
- National Association for Women's Action in Development. <https://nawad.co.ug/>
- Nellemann, C., Verma, R., & Hislop, L. (eds). (2011). Women at the frontline of climate change: Gender risks and hopes. A Rapid Response Assessment. United Nations Environment Programme. <https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/7985>
- Tschakert, P., & Machado, M., 2012: Gender justice and rights in climate change adaptation: Opportunities and pitfalls. <https://doi.org/10.1080/17496535.2012.704929>
- United Nations. Climate Action - Women as Agents of Change. <https://www.un.org/en/climatechange/climate-solutions/womens-agents-change>
- UN Women. (2022). Explainer: How gender inequality and climate change are interconnected. <https://www.unwomen.org/en/news-stories/explainer/2022/02/explainer-how-gender-inequality-and-climate-change-are-interconnected>
- Üstündağlı Erten, E., Güzeloğlu, E. B., Ifaei, P., Khalilpour, K., Ifaei, P., & Yoo, C. (2024). Decoding intersectionality: A systematic review of gender and Energy Dynamics under the structural and situational effects of contexts. *Energy Research & Social Science*, 110. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2024.103432>
- Wen-Besson, J., & Sabater, L. (2024). Gender Equality for Greener and Bluer Futures: Why Women's Leadership Matters for Realising Environmental Goals. IUCN. <https://www.iucn.org/resources/grey-literature/gender-equality-greener-and-bluer-futures-why-womens-leadership-matters>

A propos du projet

Le projet « Gender and Climate Justice: Knowledge for Empowerment » [Genre et justice climatique : savoir en faveur de l'autonomie], acronyme « COPGendered » est un projet financé par l'UE dans le cadre du programme Erasmus+ qui a débuté en décembre 2022 et durera trois ans. Ce projet est dirigé par WIDE+ et par le consortium transnational de sept partenaires principaux, dont Gender CC, WIDE Autriche, GADIP, KULU Women and Development, Mundubat et CSCD. L'objectif principal est de doter les apprenants d'outils, de connaissances et de méthodologies leur permettant de comprendre et d'aborder les liens critiques entre l'inégalité des sexes et la crise climatique.

Ce document d'information fait partie d'une série de documents qui approfondissent des thèmes spécifiques sur le lien entre le genre et la justice climatique. Il s'agit des documents d'information suivants :

- Justice climatique, genre et énergie
- Justice climatique, genre et LGBTIQ
- Justice climatique, genre et transport
- Genre et migration induite par le climat
- Justice climatique, genre et extractivisme

Pour en savoir plus sur le projet COPGendered : <https://wideplus.org/copgendered-project/>



Justice climatique, genre et LGBTIQ

Comme il y a plus de deux genres, il est important de réfléchir à l'interrelation entre la justice climatique, le genre et les personnes LGBTIQ. Les autres identités liées au genre - telles que transgenre, gender queer et non-binaire - doivent faire partie de l'analyse lorsque l'on réfléchit à la justice de genre. Cette note d'information donne un aperçu des nombreuses façons dont les personnes LGBTIQ sont affectées de manière disproportionnée par le changement climatique. Elle donne des exemples de bonnes pratiques et suggère des moyens d'aller de l'avant pour parvenir à la justice climatique.

LGBTIQ est un terme générique désignant les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexuées et queer. Il existe de nombreuses formes différentes de cet acronyme, mais dans le présent document, c'est la norme européenne (LGBTIQ) qui sera appliquée.

Si l'égalité des sexes est partiellement intégrée dans les politiques visant à promouvoir la justice climatique, une omission notable subsiste en ce qui concerne les perspectives LGBTIQ. Les politiques élaborées pour répondre aux besoins des hommes et des femmes fonctionnent souvent dans un cadre binaire, sans tenir compte de la diversité des besoins des personnes LGBTIQ. Cela s'étend aux efforts de collecte de données, ce qui se traduit par une importante pénurie d'informations sur les impacts spécifiques du changement

climatique sur la communauté LGBTIQ. Les recherches existantes soulignant la marginalisation des personnes LGBTIQ et l'impact disproportionné des questions environnementales sur les groupes marginalisés mettent l'accent sur la nécessité impérieuse d'approfondir cette question.

Inégalités économiques et vulnérabilités des communautés LGBTIQ

La discrimination à l'encontre des communautés LGBTIQ est omniprésente dans l'histoire moderne, entraînant de profondes injustices sociales et une vulnérabilité générale qui est amplifiée par le changement climatique et les catastrophes naturelles. La stigmatisation des personnes LGBTIQ et le manque de soutien institutionnel les poussent vers une vulnérabilité socio-économique accrue. Outre le fait qu'elles se voient souvent refuser des opportunités d'emploi et d'égalité de rémunération, les minorités sexuelles et de genre sont plus exposées à la pauvreté et à l'insécurité de logement que les hétérosexuels cisgenres. Une étude récente réalisée par ILGA Europe suggère qu'un individu LGBTIQ sur cinq dans l'Union européenne est sans domicile fixe. Ce chiffre s'élève à un tiers pour les personnes transgenres et à 40 % pour les personnes intersexuées.

Il est essentiel de reconnaître que les personnes LGBTIQ confrontées au sans-abrisme courent des risques accrus de violence, de discrimination et d'exposition à



Manifestation « Fridays for Future » à Berlin en 2021

Crédit: [Stefan Müller - Flickr](#), Licence CC 2.0



des événements climatiques extrêmes. Les contraintes financières et l'insécurité du logement peuvent entraver leur capacité à se procurer et à stocker la nourriture nécessaire en prévision de catastrophes. Il est donc impératif d'adopter une approche intégrée qui reconnaisse l'intersection de la pauvreté, de l'absence de domicile et de la vulnérabilité au changement climatique.

La diversité au sein des communautés LGBTIQ met encore plus en évidence la nécessité d'adopter une approche intersectionnelle. Les personnes LGBTIQ de couleur sont plus susceptibles de connaître la pauvreté et le sans-abrisme que leurs homologues blancs au sein de la communauté. Aux États-Unis, l'intersectionnalité entre le fait d'être transgenre, jeune et de couleur dans la crise climatique rend ce groupe démographique statistiquement le plus vulnérable à la pauvreté, au sans-abrisme et à la violence. De même, les luttes des personnes LGBTIQ en situation de pauvreté peuvent ne pas ressembler aux luttes de leurs homologues plus riches.

Les personnes LGBTIQ et les catastrophes climatiques

Les minorités sexuelles et de genre sont souvent exclues des campagnes d'information, des services d'urgence et des secours. De nombreux pays ne disposent pas de lois et de politiques protégeant le droit des personnes LGBTIQ à bénéficier d'une aide en cas de catastrophe, même si des événements antérieurs ont montré que la discrimination à l'encontre des personnes LGBTIQ affecte leur capacité à faire face aux catastrophes environnementales. Par exemple, les personnes queer

et trans portoricaines ont eu un accès limité à certains médicaments et aux hormones, tout en faisant face à une augmentation de la discrimination et de la violence après l'ouragan Maria. Des cas de croissance de la violence à l'encontre des personnes LGBTIQ ont été documentés en réponse à des catastrophes naturelles et suite à des remarques faites par des autorités religieuses blâmant les personnes LGBTIQ pour ces événements. Les incidents de discrimination impliquant des organisations confessionnelles sont particulièrement problématiques car ces institutions jouent un rôle clé dans les secours en cas de catastrophe.

Promouvoir une participation significative et prévenir la discrimination

Les décideurs politiques à tous les niveaux (international, national, régional, local) et les dirigeants de la société civile doivent créer des conditions pour une représentation et une participation significatives des LGBTIQ. Comme le souligne Rebecca Sutton de l'organisation Lesbisk Makt (Lesbian Power) :

« Il est important de ne pas faire peser sur les personnes LGBTIQ la responsabilité de créer un environnement inclusif, mais de travailler de manière proactive à la création d'un environnement où ces personnes peuvent se consacrer à la question sans avoir à dépenser leur énergie pour faire face aux microagressions. »

Les organisateurs et les alliés doivent être conscients des risques potentiels associés à la visibilité publique d'une personne LGBTIQ qui s'exprime sur la justice climatique et doivent s'efforcer de les minimiser. Les mouvements militants doivent également veiller à ce que leurs membres qui s'identifient comme LGBTIQ aient accès à des espaces sûrs et à des plateformes influentes. Augmenter la représentation des LGBTIQ est une étape vers la création d'espaces sûrs. Il existe de nombreux autres moyens d'y parvenir, tels que l'utilisation d'un langage neutre et inclusif.

Les changements nécessaires pour promouvoir la participation égale des personnes LGBTIQ doivent s'inscrire dans le cadre d'une transformation structurelle de toutes les sociétés vers une égalité plus inclusive, en s'attaquant à la discrimination structurelle découlant du patriarcat, de l'hétéronormativité et d'autres structures de discrimination et d'oppression qui se croisent. Les États doivent assumer leurs responsabilités et veiller à ce que les droits humains des minorités sexuelles et de genre soient respectés et que leurs politiques en matière de changement climatique et d'adaptation répondent également à leurs besoins. Ils doivent adopter des lois et des lignes directrices qui empêchent la discrimination, en particulier pour les institutions de prévention des catastrophes et de secours.

Recommandations

- ⇒ Les politiques de non-discrimination devraient inclure des mesures visant à protéger le droit des personnes à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre à tous les niveaux, y compris ceux des États, des entreprises et des associations, afin de garantir une protection complète.
- ⇒ Intégrer les perspectives intersectionnelles de genre et LGBTIQ dans l'ensemble de la collecte de données, de l'analyse et des efforts de plaidoyer visant à faire progresser la justice climatique, favorisant ainsi une compréhension plus nuancée des défis auxquels sont confrontées les diverses communautés.
- ⇒ Reconnaître et amplifier le rôle vital de la société civile dans la sensibilisation à la justice climatique et dans la responsabilisation des entités polluantes. Il est primordial de renforcer les initiatives locales.
- ⇒ Fournir des ressources accrues aux nombreuses organisations LGBTIQ qui s'efforcent d'élargir leur champ d'action au sein de la communauté, facilitant ainsi une plus grande inclusion et une plus grande responsabilisation.
- ⇒ Encourager une culture solide et inclusive de l'engagement civique qui englobe tous les groupes marginalisés, car la vitalité de nos démocraties dépend de la participation active et de la représentation de voix diverses dans la poursuite du progrès collectif.

Projecteurs sur Queers x Climate et Out for Sustainability

Les différentes communautés LGBTIQ font preuve d'une grande résilience et d'un grand savoir-faire. De nombreux militants et collectifs locaux - comme Queers x Climate et Out for Sustainability - rassemblent et diffusent des informations sur l'impact environnemental sur les personnes LGBTIQ. Queers x Climate, par exemple, est une initiative internationale dirigée par des homosexuels et destinée à promouvoir l'activisme climatique au sein de la communauté LGBTIQ et au-delà. Elle rassemble des groupes dirigés par des homosexuels qui organisent des marches pour la justice climatique ou qui y participent. Récemment, Out for Sustainability est devenue la première organisation LGBTIQ à recevoir le statut d'observateur auprès de la CCNUCC.



Manifestation « Fridays for Future » à Berlin en 2021

Crédit: [Stefan Müller - Flickr](#), [Licence CC 2.0](#)



Auteure : Allis Millegård

Rédaction : Nancy Contreras (GADIP) & Gea Meijers (WIDE+)

Conception graphique: Stephanie Höglund (WIDE+)

Clause de non-responsabilité: Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.

Abréviations

CCNUCC : Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

LGBTIQ : lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, intersexués et queers

Bibliographie

Bryan, A.N. (n.d). Pride for People and Planet: The Intersectionality of Climate Action and Queer/Trans Justice. WCAPS. <https://www.wcaps.org/blog-2/the-intersectionality-of-climate-action-and-queer/trans-justice>

Dalton, D. (2023). Have We Left Behind the Rainbow Warriors? The Climate Emergency and Its Impact on Global Queer People and Their Communities. In Dalton, D., Smith, A. (eds) Gender, Sexuality and the UN's SDGs. Sustainable Development Goals Series. Palgrave Macmillan, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-031-31046-1_2

Evans, P., & Faud, Z. (2021). There is no climate justice with LGBTQIA+ liberation. Chain Reaction, (140): 20-21. <https://search.informit.org/doi/10.3316/INFORM-IT.082650192937693>

Goldsmith, L., & Bell, M.L. (2021). Queering environmental justice: unequal environmental health burden on the LGBTQ1 community. American Journal of Public Health, 112(1): 79–87. <https://doi.org/10.2105/AJPH.2021.306406>

Goldsmith, L., Raditz, V., & Méndez, M. (2021). Queer and Present Danger: Understanding the Disparate Impacts of Disasters on LGBTQ+ Communities. Disasters, 46(4): 946-973. <https://doi.org/10.1111/disa.12509>

Hutchinson, M. (2020). Facing Intersecting Crises: LGBTQ Resilience in Fiji. Open Global Rights. <https://www.openglobalrights.org/facing-intersecting-crises-lgbtq-plus-resilience-in-fiji/>

ILGA-Europe. (2023). CALL FOR PROJECT PROPOSALS: ADDRESSING LGBTI HOMELESSNESS IN THE EU. <https://www.ilga-europe.org/news/no-one-left-behind-lgbti-homelessness/>

Kilbride, E. (2023). This Is Why We Became Activists. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/report/2023/02/14/why-we-became-activists/violence-against-lesbian-bisexual-and-queer-women-and-non>

Mann, S., McKay, T., & Gonzales, G. (2024). Climate Change-Related Disasters & the Health of LGBTQ+ Populations. The Journal of Climate Change and Health. <https://doi.org/10.1016/j.joclim.2024.100304>

Queers X Climate. About. <https://www.queersxclimate.org/about>

Stakelum, R. (2023). PRIDE: HOMELESSNESS IN THE LGBTQ COMMUNITY. FEANTSA. https://www.feantsa.org/public/user/Magazine/2023/Spring_magazine_2023/FEA_magazine_spring_2023.pdf

Sutton, R. Personal communication. Lesbisk Makt. (2023-12-01)

Thazin Aung, M. (2023). Queering climate justice – what climate justice can learn from queer groups. IIED. <https://www.iied.org/queering-climate-justice-what-climate-justice-can-learn-queer-groups>

UNEP. List of accredited organizations. <https://www.unep.org/civil-society-engagement/accreditation/list-accredited-organizations>

À propos du projet

Le projet « Gender and Climate Justice: Knowledge for Empowerment » [Genre et justice climatique : savoir en faveur de l'autonomie], acronyme « COPGendered », est un projet financé par l'UE dans le cadre du programme Erasmus+ qui a débuté en décembre 2022 et durera trois ans. Ce projet est dirigé par WIDE+ et par le consortium transnational de sept partenaires principaux, dont Gender CC, WIDE Autriche, GADIP, KULU Women and Development, Mundubat et CSCD. L'objectif principal est de doter les apprenants d'outils, de connaissances et de méthodologies leur permettant de comprendre et d'aborder les liens critiques entre l'inégalité des sexes et la crise climatique.

Ce document d'information fait partie d'une série de documents qui approfondissent des thèmes spécifiques sur le lien entre le genre et la justice climatique. Il s'agit des documents d'information suivants :

- Genre et justice climatique
- Justice climatique, genre et énergie
- Justice climatique, genre et transport
- Genre et migration induite par le climat
- Justice climatique, genre et extractivisme

Pour en savoir plus sur le projet COPGendered : <https://wideplus.org/copgendered-project/>



Mundubat



Center for Sustainable Communities Development



Justice climatique, genre et énergie



Le secteur de l'énergie englobe un réseau vaste et complexe d'entreprises engagées dans la production et la distribution d'énergie, essentielle pour alimenter l'économie et soutenir la production et le transport, ainsi que les foyers privés. L'utilisation des combustibles fossiles est l'une des causes profondes du changement climatique. Malgré leur rôle essentiel dans la vie quotidienne, il est impératif de les éliminer progressivement. Cette note d'information présente brièvement les relations entre l'inégalité des sexes et la justice énergétique, en donnant des exemples de projets énergétiques inclusifs et durables, ainsi que des recommandations.

Les systèmes énergétiques sont généralement classés en fonction de la source d'énergie qu'ils utilisent : les énergies non renouvelables (combustibles fossiles) et les énergies renouvelables. Compte tenu de l'impact considérable de l'énergie fossile sur le changement climatique, la décarbonisation des systèmes existants paraît être une question urgente. Les systèmes énergétiques doivent évoluer vers des sources renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire. En outre, il est indispensable de réduire la consommation d'énergie dans les pays du Nord et d'assurer une répartition plus équitable de l'accès à l'énergie.

En 2015, l'UE a adopté la stratégie de l'Union de l'énergie avec pour objectif de diversifier les sources d'énergie et de favoriser la coopération entre les nations de l'UE, en visant un marché intérieur de l'énergie tout en adoptant les principes de l'Accord de Paris pour décarboniser l'économie (réduction des émissions de CO₂). Cependant, malgré les compétences partagées au sein de l'UE dans certains domaines de la politique énergétique en vertu de l'article 194 du TFUE, chaque État membre conserve le droit de déterminer ses conditions d'exploitation des ressources énergétiques, ses préférences en matière de sources d'énergie et sa structure globale d'approvisionnement en énergie. Bien que la consommation d'énergie renouvelable augmente chaque année, en 2021, la majeure partie

de l'énergie de l'UE provenait de combustibles fossiles, en particulier du gaz naturel, ce qui met en évidence la lenteur persistante de la transition verte de l'Europe. Il est de plus en plus évident que les crises énergétiques ont un impact disproportionné sur les femmes et les filles, y compris les personnes LGBTIQ. Pourtant, la question du genre et de l'énergie n'est pas suffisamment étudiée. L'absence d'intégration transversale et transformatrice du genre dans les politiques énergétiques, les réglementations et les subventions contribue à exacerber les inégalités. Il est primordial de reconnaître et d'aborder les intersections cruciales dans la relation entre le genre et l'énergie afin de générer des solutions climatiques. Il ne s'agit pas seulement de promouvoir les technologies à haut rendement énergétique, mais aussi de garantir l'équité dans l'utilisation de l'énergie et d'ajuster fondamentalement les politiques macroéconomiques qui sont actuellement axées sur une utilisation illimitée de l'énergie.

La domination masculine dans la prise de décision en matière d'énergie : de la politique à la maison

Le secteur de la production industrielle d'énergie au niveau mondial est historiquement dominé par les hommes, avec 76 % de femmes de moins que d'hommes. Dans l'UE, la disparité des salaires entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'énergie est de près de 20 %, et les femmes n'occupent que 20 % des postes de direction dans certains sous-secteurs de l'énergie. Les données montrent également que les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux de la prise de décision politique dans le monde, y compris au Parlement européen, ce qui affecte leur capacité à participer à l'élaboration des politiques.

Dans la sphère domestique, le déséquilibre entre les sexes dans la prise de décision est également visible dans la vie quotidienne. Par exemple, en Allemagne,

Crédit: Yating Yang





les investisseurs typiques dans les énergies renouvelables domestiques sont les hommes, qui ont un revenu plus élevé, un niveau d'éducation plus élevé, de fortes convictions pro-environnementales et qui vivent généralement dans des zones rurales. En revanche, les femmes ont tendance à moins investir dans la rénovation des maisons en matière d'énergies renouvelables, non pas parce qu'elles ne sont pas intéressées, mais parce qu'elles craignent les dépenses, étant donné qu'elles ont généralement un revenu disponible et une épargne financière limités. Cela démontre l'importance d'inclure diverses perspectives de genre à la fois dans le secteur de l'énergie et dans l'élaboration des politiques, afin de s'assurer que les besoins substantiels des femmes sont pris en compte.

Rôles de genre et pauvreté énergétique : du travail non rémunéré à l'augmentation du coût des combustibles

L'énergie est à la base de toutes les activités économiques, y compris le travail non rémunéré, comme les soins et les tâches ménagères qui incombent encore principalement aux femmes dans le monde entier. Au cours de la première année de la pandémie de COVID-19, on a estimé que les femmes de l'UE consacraient 18 heures par semaine à la cuisine et aux travaux ménagers, contre 12 heures pour les hommes. Dans les pays du Sud, les femmes passent jusqu'à 18 heures par semaine à collecter du combustible pour la cuisine. Cela signifie que les femmes et les filles du Sud connaissent des conditions de santé et de sécurité précaires lorsqu'elles cuisinent avec des combustibles toxiques et souillés, car elles sont exposées à la pollution de l'air à l'intérieur des habitations. En outre, elles doivent parcourir de longues distances pour collecter de la biomasse/du bois de chauffage, ce qui les expose souvent à des violences sexistes. En Europe, les femmes passent plus de temps à la maison, ce qui signifie qu'elles dépendent davantage du chauffage et de la qualité de l'air intérieur que les hommes. Il est

essentiel d'intégrer une perspective de genre dans les politiques et les projets énergétiques pour offrir à tous des opportunités saines et un accès à l'énergie propre.

Les rôles attribués aux hommes et aux femmes n'ont pas seulement une incidence sur la consommation d'énergie, mais aussi sur l'accès à l'énergie et son coût. La « féminisation » de la pauvreté énergétique consiste à reconnaître que les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté énergétique, qui se traduit par un accès insuffisant à l'énergie sous forme de lumière, de chauffage et de refroidissement. Dans l'UE, les disparités de revenus entre les hommes et les femmes sont l'un des facteurs d'inégalité en matière de pauvreté énergétique. Cependant, l'existence et l'ampleur de la pauvreté énergétique résultent de choix politiques macroéconomiques dans lesquels de nombreux États européens ont privatisé la fourniture d'énergie, introduisant des mécanismes de marché dans le calcul des coûts.

En Europe, les ménages monoparentaux dirigés par une femme et disposant de faibles revenus sont souvent confrontés à la pauvreté énergétique. Les femmes âgées sont également plus exposées en raison de leur espérance de vie plus élevée et de leurs pensions de retraite plus faibles. Au cours de l'été 2022, on estime que les vagues de chaleur extrême en Europe ont tué plus de 61 000 personnes, dont la plupart étaient des femmes de plus de 80 ans. Cela démontre que la pauvreté énergétique n'est pas un problème exclusivement lié aux mois d'hiver en Europe, mais qu'elle affecte également la vie des femmes pendant l'été, et que les considérations politiques doivent être prises en compte sur cette base.

Placer l'action féministe au cœur de la justice énergétique

La justice énergétique est apparue comme une réponse à la nécessité d'aborder les questions de justice sociale dans l'accès à l'énergie, l'utilisation de l'énergie et l'élaboration des politiques. Elle plaide en faveur d'un système énergétique mondial qui diffuse équitablement les avantages et les coûts des services énergétiques et qui dispose d'un processus décisionnel représentatif et impartial en matière d'énergie. Une approche féministe de la justice énergétique cherche à offrir des perspectives alternatives aux points de vue néolibéraux sur les solutions énergétiques, qui sont encore dominants dans l'élaboration des politiques européennes. Elle préconise un cadre intersectionnel et décolonial pour démanteler les structures de pouvoir

multidimensionnelles et s'attaquer aux inégalités qui en résultent, tout en s'éloignant de la consommation de combustibles fossiles.

Une transition juste et féministe cherche à remettre en question les perceptions sexistes de l'énergie, en reconnaissant que l'extraction et la consommation de combustibles fossiles servent souvent de démonstration de la masculinité tout en profitant au capitalisme fossile. La « pétro-masculinité » fait référence à la manière dont les valeurs masculines, telles que la robustesse, la force et l'autosuffisance peuvent décourager la transition vers les énergies propres parce qu'elles peuvent être considérées comme « faibles » et « féminines ». L'industrie de l'énergie étant directement liée à la masculinité toxique, les femmes et les personnes non binaires y sont encore plus marginalisées.

L'élaboration des politiques reste un moyen essentiel de remettre en question le système actuel, mais loin d'adopter une optique féministe, les approches d'intégration de la dimension de genre restent limitées. Le Green Deal européen publié en 2020 par la Commission européenne vise à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 dans l'UE. Pourtant, l'un de ses principaux objectifs, à savoir la réduction des émissions de carbone, ne tient pas compte du genre ni d'autres considérations intersectionnelles. En outre, les féministes ont appelé à passer de politiques aveugles au genre à des politiques de transformation du genre dans le contexte de la transformation du système économique de l'UE. Pour ce faire, le Green Deal européen ne doit pas être considéré comme une simple stratégie de croissance axée sur l'augmentation de la productivité intérieure brute, mais plutôt comme une priorité accordée à la protection des personnes et de la planète.

Recommandations

- ↪ L'UE et les États membres devraient reconsidérer les politiques énergétiques macroéconomiques, en transformant l'énergie comme produit commercialisable en une fourniture d'énergie basée sur la justice énergétique.
- ↪ L'UE et les États membres devraient renforcer une participation plus large afin d'inclure la société civile féministe lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies d'atténuation de la pauvreté énergétique.
- ↪ Les politiques, programmes et projets énergétiques devraient inclure les conclusions d'évaluations intersectionnelles de l'impact sur le genre afin d'identifier les différences potentielles d'impact sur les femmes, les hommes et les individus de genre différent. Cela signifie qu'il faut collecter beaucoup plus de données intersectionnelles ventilées par genre.

Projecteurs sur les femmes dans l'agriculture et l'énergie durable AUTRICHE & MOLDAVIE



L'engagement des femmes en tant que contributrices actives aux solutions d'énergie renouvelable hors réseau peut créer des opportunités pour leur leadership et leur emploi, en particulier dans le secteur de l'agriculture. En 2023, l'Agence autrichienne de développement a soutenu 32 entreprises agricoles dirigées par des femmes en finançant l'installation de panneaux photovoltaïques, de capteurs solaires et de chaudières à biomasse. Ces technologies permettent de produire de l'électricité propre et fiable, de chauffer l'eau et d'améliorer l'efficacité énergétique globale. Cette initiative favorise non seulement l'adoption des énergies renouvelables et des technologies à haut

rendement énergétique, mais aussi la durabilité économique, en alignant les entreprises sur des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. On estime qu'à travers les 32 projets, avec une capacité totale de 518 kW et un taux de couverture moyen de 50 % des besoins actuels de consommation d'énergie, l'énergie verte générée pourrait entraîner des économies annuelles minimales de 780 000 lei moldaves (40 500 €). Cela contribue à une réduction estimée de 152 tonnes d'émissions de carbone par an.



Auteurs : Elena Georgiardi (GenderCC), Emma Rainey (WIDE+)

Rédaction : Gea Meijers (WIDE+)

Conception graphique : Stephanie Höglund (WIDE+)

Clause de non-responsabilité : Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.

Abréviations

DG : Directions générales

UE : Union européenne

TFUE : Traité de fonctionnement de l'Union européenne

Bibliographie

Ahrendt, D., Cabrita, J., Clerici, E., Hurley, J., Leončikas, T., Mascherini, M., Riso, S., & Sándor, E. (2020). Living, Working and COVID-19. Eurofound, Publications Office, Luxembourg. <https://www.eurofound.europa.eu/en/publications/2020/living-working-and-covid-19>

Cecelski, E. (2023, July 14). The lack of gender targets for clean energy is harming women and girls. SDG Action. <https://sdg-action.org/the-lack-of-gender-targets-for-clean-energy-is-harming-women-and-girls/>

Clancy, F., & Feenstra, M. (2019). Women, Gender Equality and the Energy Transition in the EU. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/608867/IPOL_STU\(2019\)608867_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/608867/IPOL_STU(2019)608867_EN.pdf)

Daggett, C. (2018). Petro-masculinity: Fossil Fuels and Authoritarian Desire. *Millennium*, 47(1), 25-44. <https://doi.org/10.1177/0305829818775817>

ELGE. (2017). Energy. https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/policy-areas/energy?language_content_entity=en#:~:text=From%20a%20gender%20and%20human,heating%20and%20indoor%20air%20quality

Enerdata. (2022). Energy crisis: opportunity or threat for EU's energy transition? <https://www.enerdata.net/publications/executive-briefing/energy-transition-impact-ing-energy-crisis.html>

European Parliament. (2023). Factsheet - Energy Policy: General Principles. <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/en/sheet/68/energy-policy-general-principles>

European Parliament. ITRE - Committee Members. <https://www.europarl.europa.eu/committees/en/itre/home/members>

Kraft, C., Qayum, S., Pröstler, K., & Schuber, C. (2023). Gender Equality and the Sustainable Energy Transition. UN Women and UNIDO, New York and Vienna. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2023/05/gender-equality-in-the-sustainable-energy-transition>

Kwai, I. (2023). Heat Waves Are Killing Older Women. Are They Also Violating Their Rights? *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/by/isabella-kwai>

Rodrigues, H. (2023). Women in Wind: A Missing Piece of the EU Offshore Renewable Energy Transition. WWF. <https://www.feu.awsassets.panda.org/downloads/wwf---women-in-wind-the-missing-piece-of-the-eu-offshore-renewable-energy-transition.pdf>

Sovacool, B.K., Bell, S.B., Daggett, C., Labuski, C., Lennon, M., Naylor, L., Klinger, J., Leonard, K., & Firestone, J. (2023). Pluralizing energy justice: Incorporating feminist, anti-racist, Indigenous, and postcolonial perspectives. *Energy Research & Social Science*, (97). <https://doi.org/10.1016/j.erss.2023.102996>

United Nations Development Programme. (2024). Global Sustainability Energy Hub: ENERGY AND GENDER EQUALITY. <https://www.undp.org/energy/our-work-areas/energy-and-gender-equality>

UNDP. (2023). 32 agricultural businesses led by women will become more energy-efficient with support from Austria and UNDP. <https://www.undp.org/moldova/press-releases/32-agricultural-businesses-led-women-will-become-more-energy-efficient-support-austria-and-undp>

UN Women. Facts and figures: Women's leadership and political participation. <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>

À propos du projet

Le projet « Gender and Climate Justice: Knowledge for Empowerment » [Genre et justice climatique : savoir en faveur de l'autonomie], acronyme « COPGendered », est un projet financé par l'UE dans le cadre du programme Erasmus+ qui a débuté en décembre 2022 et durera trois ans. Ce projet est dirigé par WIDE+ et par le consortium transnational de sept partenaires principaux, dont Gender CC, WIDE Autriche, GADIP, KULU Women and Development, Mundubat et CSCD. L'objectif principal est de doter les apprenants d'outils, de connaissances et de méthodologies leur permettant de comprendre et d'aborder les liens critiques entre l'inégalité des sexes et la crise climatique.

Ce document d'information fait partie d'une série de documents qui approfondissent des thèmes spécifiques sur le lien entre le genre et la justice climatique. Il s'agit des documents d'information suivants :

- Genre et justice climatique
- Justice climatique, genre et LGBTIQ
- Justice climatique, genre et transport
- Genre et migration induite par le climat
- Justice climatique, genre et extractivisme

Pour en savoir plus sur le projet COPGendered : <https://wideplus.org/copgendered-project/>



Mundubat



Center for Sustainable Communities Development



Justice climatique, genre et transport



Le transport ou la mobilité est un aspect essentiel de la société moderne, facilitant les activités économiques, les interactions sociales et l'accès aux services essentiels. Cependant, ils ont un coût environnemental important, le secteur mondial des transports contribuant à environ 24 % des émissions de CO₂. Cette note d'information met en lumière les différentes dimensions du transport, des exemples de justice de genre dans le secteur des transports, des déséquilibres de genre et des points aveugles au genre dans les politiques européennes.

Avec environ un quart des émissions de CO₂ provenant du secteur des transports, sa contribution augmente régulièrement d'environ 1,7 % par an depuis 1990, ce qui souligne l'urgence de mettre en œuvre des solutions durables. Malgré les efforts déployés pour réduire les émissions, le secteur des transports reste fortement tributaire des produits pétroliers qui représentent près de 91 % de sa consommation d'énergie. Si le transport routier est le principal responsable des émissions de CO₂ dans le secteur, d'autres modes de transport, tels que les cargos et l'aviation, jouent également un rôle important dans le changement climatique.

Le transport mondial de pétrole et de marchandises joue un rôle central dans le capitalisme et la mondialisation, directement lié à l'exploitation des ressources naturelles et de la main-d'œuvre. Ce système est marqué par des dynamiques d'échange inégales et des dispositions hiérarchiques en matière de travail qui reflètent souvent des préjugés raciaux et sexistes. Il est soutenu par des politiques commerciales mondiales dans lesquelles l'Union européenne vise à permettre aux entreprises européennes de déplacer leurs investissements n'importe où dans le monde et d'exporter vers une série de secteurs, afin d'accroître la circulation des biens et des services. Par exemple, les subventions agricoles et les politiques commerciales de l'UE ont favorisé l'exportation de produits agricoles de moindre qualité à des prix plus bas vers les pays du Sud, au détriment des agriculteurs de subsistance locaux qui sont souvent des femmes, tout en contribuant à l'augmentation des émissions de CO₂ dues au transport.

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), les femmes représentent environ 17 % de la main-d'œuvre mondiale dans le secteur des transports, dont seulement 1 à 2 % dans les métiers de la mer. La Commission européenne indique que les femmes représentent

22 % de la main-d'œuvre du secteur des transports dans l'UE. Pour répondre aux besoins de mobilité des femmes, il est essentiel d'accroître la représentation des femmes dans la formulation des politiques du secteur des transports. C'est pourquoi des efforts considérables doivent être déployés pour adopter une analyse systématique de l'égalité de genre et l'intégrer dans tous les processus de planification et de développement des transports.

En ce qui concerne la consommation de transport, la recherche indique des disparités notables dans les schémas de mobilité entre les femmes et les hommes (il y a très peu de données sur les schémas de mobilité avec des intersections appartenant à des groupes LGBTQI).

Trafic routier : pollution élevée et déséquilibre important entre les genres

Les schémas de mobilité individuelle des hommes sont liés au trafic motorisé - les hommes constituent la majorité des utilisateurs de voitures et des conducteurs de motos. En revanche, les femmes représentent la majorité des utilisateurs des systèmes de transports publics (urbains) et elles ont davantage recours à la marche à pied que les hommes. Dans les pays du Sud, de nombreuses femmes n'ont pas les moyens de se payer un moyen de transport, en raison de leur situation économique, de leur rôle de soignante et de leurs préoccupations en matière de sécurité. L'accessibilité sans obstacles est une autre préoccupation, par exemple pour les femmes avec des enfants, les personnes âgées ou les personnes handicapées, tandis que la sécurité personnelle dans les transports est souvent aussi une préoccupation pour les personnes LGBTQI+. Il est essentiel de comprendre ces dynamiques spécifiques au genre (qui se croisent), ainsi que les impacts environnementaux plus amples des transports, pour élaborer des politiques et des initiatives efficaces visant à atténuer le changement climatique et à promouvoir un accès équitable aux ressources de transport.

Le trafic routier est le principal responsable des émissions de CO₂ dans le secteur des transports. Étant donné que les hommes utilisent principalement les voitures et les motos, leurs modes de déplacement entraînent une consommation d'énergie et des émissions de carbone plus élevées que celles des femmes. Des études menées

en Europe indiquent que les femmes sont plus sensibilisées à l'environnement, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la voiture. Du point de vue de la justice climatique, il est impératif de réduire la mobilité routière motorisée. Alors que les zones rurales isolées du Sud peuvent bénéficier d'une amélioration des connexions routières (par exemple, un meilleur accès des filles et des femmes à l'éducation, aux services de santé ou à la commercialisation des produits agricoles), les experts en urbanisme préconisent des implantations plus denses pour réduire la nécessité de construire de nouvelles routes dans le Nord. La concentration des établissements dans les villages et les villes favorise les solutions de transport public et encourage les déplacements à pied, ce qui profite aux femmes et à ceux qui ont des responsabilités familiales.

Les femmes et les transports : des soins non rémunérés aux préoccupations de sécurité

A l'échelle mondiale, les femmes assument les trois quarts des tâches de soins non rémunérées, ce qui se traduit par des schémas de déplacement plus complexes pour les femmes que pour les hommes. Les femmes effectuent souvent des trajets plus courts mais avec des tâches multiples, comme accompagner les enfants à l'école tout en faisant les courses ou en aidant les membres de la famille à mobilité réduite. Cependant, les réseaux de transport existants répondent principalement aux besoins de déplacement domicile-travail, négligeant les besoins des femmes en matière de déplacements multiples en dehors des heures de pointe. En outre, les préoccupations relatives à la sécurité personnelle influencent considérablement les choix de mobilité des femmes. La crainte du harcèlement et des agressions sexuelles incite les femmes à privilégier les moyens de transport plus sûrs, même s'ils prennent plus de temps. Cela exacerbe les contraintes de temps et la « pauvreté en temps » pour les femmes ayant des responsabilités familiales non rémunérées.

Les différences entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'utilisation du vélo et des nouvelles options de mobilité partagée en Europe sont notables. Les recherches indiquent que les hommes se déplacent beaucoup plus en vélo que les femmes, l'utilisation moindre de la bicyclette par les femmes étant largement attribuée à des préoccupations liées à la sécurité routière. De même, les hommes ont tendance à utiliser davantage que les femmes les nouveaux services de mobilité tels que les scooters électriques et le covoiturage. Les obstacles à l'adoption de ces services par les femmes comprennent les préoccupations liées à la sécurité (par exemple, partager des véhicules avec des étrangers), la disponibilité, la complexité (par exemple, des processus d'enregistrement fastidieux), le coût et

la capacité de charge limitée. Les vélos en libre-service et les scooters électriques ne sont souvent pas adaptés au transport d'enfants, de passagers supplémentaires, de poussettes, de bagages ou de sacs à provisions. De plus, la conception de ces services semble souvent être orientée vers les hommes, avec des facteurs tels que le poids des vélos ou des scooters électriques qui posent des problèmes de maniabilité pour les femmes.

L'absence de considération intersectionnelle dans le Green Deal européen

Le Green Deal européen vise à réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici 2030, la « stratégie pour une mobilité intelligente et durable » (SSMS) étant l'un des éléments clé. Bien que la stratégie reconnaisse les écarts d'emploi entre les hommes et les femmes, elle manque de propositions pour intégrer l'égalité des sexes dans les politiques de mobilité et de transport et ne répond pas aux préoccupations de sécurité des personnes vulnérables qui utilisent les transports publics ou travaillent dans l'industrie. En outre, les critiques affirment que la politique donne trop la priorité à la mobilité individuelle en promouvant les voitures électriques au détriment des transports publics. Cette approche exacerbe les dommages environnementaux en raison de la demande accrue de matières premières telles que les minéraux et les terres rares pour les appareils électroniques et les batteries. L'accent mis par la stratégie sur les modèles de mobilité des hommes de la classe moyenne et sur l'extractivisme néocolonial perpétue les inégalités et la dégradation de l'environnement.

Les chemins de fer jouent un rôle important dans le transport de marchandises et de passagers sur de longues distances et ne contribuent qu'à hauteur de 1 % aux émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports, ce qui les rend très durables. Malgré cela, de nombreux pays sont confrontés à des difficultés pour entretenir et améliorer les infrastructures ferroviaires en raison de la priorité donnée au cours des dernières décennies à l'utilisation des véhicules motorisés et à l'aviation. Il est également important de noter que le transport ferroviaire présente une plus faible disparité d'utilisation entre les hommes et les femmes que tous les autres modes de transport. Néanmoins, la persistance des disparités tarifaires constitue un obstacle important à l'accessibilité, en particulier pour les femmes et les groupes marginalisés. Il est essentiel de donner la priorité aux investissements et aux initiatives politiques qui renforcent l'infrastructure ferroviaire tout en éliminant les subventions ou les exonérations fiscales préjudiciables, telles que le kérosène pour l'aviation, afin de mettre en place des transports durables.

Recommandations

- ↪ L'UE et les États membres devraient donner la priorité à des options de transport public durables et équitables, répondant aux divers besoins des femmes et d'autres groupes de personnes mal desservies, en intégrant une approche sensible au genre dans l'élaboration des politiques.
- ↪ Les responsables politiques et les décideurs, tant au niveau du gouvernement que du secteur privé, devraient s'efforcer d'accroître la représentation des femmes dans le secteur des transports et de la mobilité, tout en augmentant la participation significative des femmes et des aidants à l'élaboration des politiques en matière de climat et de transport.
- ↪ L'UE et les États membres devraient réorienter les investissements publics et les subventions des infrastructures de transport nuisibles à l'environnement vers des solutions de mobilité publique plus propres.
- ↪ Les gouvernements devraient promouvoir la consommation durable, en s'appuyant sur des politiques macroéconomiques qui favorisent la réutilisation des matériaux et réduisent le transport mondial excessif de marchandises et de pétrole. Une partie de ces politiques sont des politiques commerciales basées sur les droits de l'homme, les normes environnementales et la justice sociale féministe. L'UE et les États membres devraient garantir des salaires et des conditions de travail équitables, ainsi que des normes environnementales strictes, afin de favoriser des cycles de production, de transport et de consommation plus durables.



Crédit: ONU-Habitat, Cairo

L'expérience des femmes dans le système de transport public du Grand Caire

« Les études soulignent un certain nombre de défis auxquels sont confrontées les femmes, notamment l'irrégularité des services, la surpopulation et le risque constant de harcèlement sexuel. Les participants ont appelé à l'élargissement des flottes de transport public pour remédier à la surpopulation et améliorer la fiabilité. Des systèmes de recours sont nécessaires pour garantir que les auteurs de ces actes soient traduits en justice. Des trottoirs sûrs et accessibles à tous, dotés d'un éclairage adéquat et de devantures de magasins qui offrent un effet « œil sur la rue », sont nécessaires pour améliorer la sécurité lors des trajets à pied vers les arrêts et les stations de transports publics. » (ONU-Habitat, 2021)

Le transport informel : les besoins de mobilité négligés des femmes

« Les services de transport populaire (...) offrent une large couverture, des services à haute fréquence à un faible coût. Le transport populaire est souvent le seul service disponible et offre des distances de marche relativement courtes entre l'origine et la destination. Malgré la nécessité de ces services, les transports populaires, qui échappent au contrôle des pouvoirs publics, sont peu ou pas réglementés, ce qui contribue à la fluctuation des prix, au laxisme des lois en matière de sécurité, de travail et d'environnement, ainsi qu'à la centralisation et à l'encombrement excessifs des itinéraires. À l'instar des services de transport formels, les transports populaires ne tiennent souvent pas compte des besoins complexes des femmes en matière de mobilité, qui vont au-delà de ceux d'un homme valide. Les trajets des femmes sont moins linéaires et comportent souvent plus d'arrêts que ceux des hommes, par exemple pour déposer les enfants à l'école, rendre visite à des parents âgés ou effectuer des tâches ménagères. En outre, les femmes empruntent davantage les voies piétonnes et sont plus susceptibles d'utiliser les transports en commun en dehors des heures de pointe. Les femmes ont également moins accès aux véhicules privés et sont moins susceptibles d'avoir un permis de conduire que les hommes. Enfin, les femmes signalent régulièrement des cas de harcèlement sexuel et d'agression dans les transports en commun populaires. » (Baskin, 2023)



Crédit: Jeffrey Czsum

Faire en sorte que les valeurs (féminines) axées sur les soins deviennent la norme

« Il convient d'examiner attentivement comment les intérêts et les besoins des femmes peuvent être satisfaits sans promouvoir des moyens de transport non durables. Dans les pays industrialisés, la question cruciale est de savoir comment faire du comportement plus respectueux de l'environnement des femmes une référence pour tous - comment soutenir un tel comportement au lieu de l'entraver et de forcer les femmes à adopter un comportement masculin. » (GenderCC).



Auteurs : Claudia Thallmayer (WIDE Austria)

Rédaction : Birgitte Hjerrild (KULU-Women and Development) et Emma Rainey (WIDE+)

Conception graphique : Stephanie Höglund (WIDE+)

Clause de non-responsabilité: Financé par l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois uniquement ceux de l'auteur ou des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de [nom de l'autorité chargée de l'octroi]. Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi ne peuvent en être tenues responsables.

Bibliographie

Badran, A., Mousallem, S., Sabek, Y., Mimano, C., Kost, C., Sorour, M., & El Deeb, N. (2021). A study on gender equity in Greater Cairo's public transport system. UN-Habitat & ITDP. <https://unhabitat.org/sites/default/files/2023/05/gender-report-221130-.pdf>

Baskin, A. (2023). Inequality in Cities: The Power of Data – Making Transport Systems in Africa More Equitable. URBANET. <https://www.urbanet.info/data-transport-systems-africa-equitable/>

European Commission. Women in Transport – EU Platform for Change. https://transport.ec.europa.eu/transport-themes/social-issues/equality-and-attractiveness-transport-sector/equality/women-transport-eu-platform-change_en

GenderCC. Transport, gender and climate change. <https://www.gendercc.net/gender-climate/transport.html>

Heffernan, R., Heidegger, P., Köhler, G., Stock, A., & Wiese, K. (2021). A Feminist European Green Deal. Towards an Ecological and Gender Just Transition. Friedrich-Ebert-Stiftung. <https://library.fes.de/pdf-files/iez/18990.pdf>

IEA. Transport. <https://www.iea.org/energy-system/transport>

ILO. (2013). Women in the Transport Sector. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed_dialogue/--sector/documents/briefingnote/wcms_234882.pdf

Kendziorra, J., Barmann, M.N., Witee, A.T., & Kusanke, K. (2023). Gender and Mobility – A Literature Review on Women's (Non-)Use of Shared Mobility Services. Wirtschaftsinformatik 2023 Proceedings, 56(273). <https://aisel.aisnet.org/wi2023/56>

Ramboll. (2021). Gender and (smart) mobility. Green Paper. https://www.tinnco.eu/wp-content/uploads/2021/04/Gender-and-mobility_report.pdf

Ritchie, H. (2020). Cars, planes, trains: where do CO2 emissions from transport come from? OurWorldInData.org. <https://ourworldindata.org/co2-emissions-from-transport>

Viswanath, K. (2023). Achieving a Better Future with Gender-Inclusive Transport and Mobility. SLOCAT Partnership. <https://slocat.net/achieving-a-better-future-with-gender-inclusive-transport-and-mobility/>

Women in Mobility. (2021). Female Mobility. <https://www.womeninmobility.org/femalemobility-en>

À propos du projet

Le projet « Gender and Climate Justice: Knowledge for Empowerment » [Genre et justice climatique : savoir en faveur de l'autonomie], acronyme « COPGendered » est un projet financé par l'UE dans le cadre du programme Erasmus+ qui a débuté en décembre 2022 et durera trois ans. Ce projet est dirigé par WIDE+ et par le consortium transnational de sept partenaires principaux, dont Gender CC, WIDE Autriche, GADIP, KULU Women and Development, Mundubat et CSCD. L'objectif principal est de doter les apprenants d'outils, de connaissances et de méthodologies leur permettant de comprendre et d'aborder les liens critiques entre l'inégalité des sexes et la crise climatique.

Ce document d'information fait partie d'une série de documents qui approfondissent des thèmes spécifiques sur le lien entre le genre et la justice climatique. Il s'agit des documents d'information suivants :

- Genre et justice climatique
- Justice climatique, genre et énergie
- Justice climatique, genre et LGBTIQ
- Genre et migration induite par le climat
- Justice climatique, genre et extractivisme

Pour en savoir plus sur le projet COPGendered : <https://wideplus.org/copgendered-project/>



Genre et migration induite par le climat



Il existe différents modèles de migration, sur de courtes ou de longues distances, et ces modèles ont un impact différent sur les hommes, les femmes et les groupes minoritaires. Les crises climatiques en cours servent de catalyseur aux personnes en situation de vulnérabilité pour rechercher d'autres conditions de vie. Cette note d'information explique comment les migrations induites par le climat conduisent à des schémas différents pour les hommes et les femmes, met en évidence leurs causes profondes et fournit des exemples de leadership et de recommandations de la part des femmes.

L'Organisation internationale des migrations définit la « migration » comme un terme générique, non défini par le droit international, mais qui reflète l'interprétation commune d'une personne qui s'éloigne de son lieu de résidence habituel, que ce soit à l'intérieur d'un pays ou au-delà d'une frontière internationale, de manière temporaire ou permanente, et pour diverses raisons.

La migration induite par le climat est spécifique au contexte et résulte d'une multitude de facteurs influencés par les inégalités entre les sexes, ce qui a un impact supplémentaire sur les groupes marginalisés. Par exemple, lors de catastrophes naturelles, ce sont souvent les femmes et les filles qui sont touchées de manière disproportionnée et qui doivent rester sur place pour s'occuper des membres de leur famille. Il est essentiel d'aborder cette question dans une perspective intersectionnelle, en reconnaissant l'interaction complexe entre les différents genres et d'autres facteurs tels que la classe sociale, la race, l'âge, l'appartenance ethnique ou les handicaps. Il faudrait multiplier les recherches et les collectes de données qui rendent ces intersections visibles, non seulement pour les hommes et les femmes, mais aussi pour les personnes LGBTQI.

Qu'est-ce que la migration induite par le climat?

Deux dynamiques climatiques principales contribuent aux migrations : 1) les événements à évolution lente, tels que les sécheresses persistantes et l'élévation du niveau de la mer, et 2) les événements à évolution rapide, tels que les ouragans. Dans le premier cas, les gens perdent progressivement leurs moyens de subsistance, ce qui entraîne un besoin lent mais régulier de relogement, tandis que dans le second cas, il faut procéder à une

évacuation immédiate en cas de catastrophe soudaine. Malgré l'existence historique d'événements liés au climat, le changement climatique induit par l'homme a augmenté leur fréquence et leur intensité.

Le lien entre les conflits et le changement climatique est un exemple illustrant la relation complexe entre le climat et les migrations spécifiques au genre. En effet, le changement climatique contribue à l'escalade des conflits violents, ce qui entraîne une augmentation de la violence (sexuelle) fondée sur le genre. La relation inverse est tout aussi significative : la vulnérabilité climatique en période de conflit. Pendant les conflits, les femmes assument souvent des rôles de soignantes plutôt que de combattantes, et elles sont confrontées à des défis uniques qui entraînent des schémas de migration distincts. Ces schémas migratoires distincts résultent de l'intersection de la culture et des relations sociales. Les normes et les attentes de la société, qui valorisent le rôle de soignante des femmes, les confinent dans des espaces et des rôles spécifiques. Cela crée un cycle dans lequel la mobilité limitée des femmes devient à la fois une cause et une conséquence de leurs rôles sociaux définis en fonction de leur sexe. Malgré ces difficultés, les données des Nations unies révèlent que les femmes représentent près de la moitié (48,1%) des migrants dans le monde, une tendance qui se maintient depuis près de six décennies. Si les hommes et les femmes ne diffèrent pas de manière significative en ce qui concerne les flux migratoires totaux, des différences régionales substantielles persistent à travers le monde.

Naviguer sur les routes de la migration : les défis auxquels les femmes sont confrontées

Les femmes qui entreprennent un voyage migratoire sont confrontées à un ensemble particulier de vulnérabilités résultant de la convergence de facteurs tels que le sexe, l'âge, le handicap, l'appartenance ethnique ou raciale et le statut parental. Au milieu de ces intersections, elles sont constamment confrontées à des risques accrus pour leur sécurité et leur bien-être. Elles sont ainsi exposées à diverses formes de violence, d'exploitation et d'abus, notamment à la traite des êtres humains, au harcèlement sexuel et au travail forcé. En outre, l'accès insuffisant aux ressources essentielles aggrave les difficultés rencontrées par les femmes lors de leurs voyages



migratoires. Il s'agit notamment de la disponibilité limitée des installations sanitaires, des produits d'hygiène, des soins de santé sexuelle et reproductive, ainsi que des services de santé généraux. Ces insuffisances intensifient leur situation précaire, affectant à la fois leur santé physique et leur bien-être général. L'absence de services et de ressources spécifiques au genre le long des routes migratoires crée des obstacles pour les femmes à la recherche d'un abri, de nourriture, de soins de santé et d'une assistance juridique adaptés à leurs besoins spécifiques. Cette inégalité d'accès accroît non seulement leur vulnérabilité aux abus, mais perpétue et renforce également les cycles de désavantage et d'inégalité.

Décoloniser les narrations et autonomiser les femmes

La crise climatique a un impact disproportionné sur les sociétés façonnées par des relations de pouvoir sexuées, ce qui entraîne des défis distincts pour les femmes, les filles et les personnes LGBTQI en matière d'adaptation et de migration induite par le climat. Pour comprendre ces aspects spécifiques au genre, il faut se concentrer sur les structures de pouvoir patriarcales. Les femmes ne sont pas vulnérables en soi, mais le deviennent en raison de ces structures qui ont un impact sur les femmes dans toutes sortes de domaines, notamment l'accès limité aux services publics (et pas seulement aux services de santé), la réduction des possibilités d'éducation, la diminution des droits de propriété et de l'emploi formel. Pour s'attaquer à ces structures de pouvoir, il faut s'attaquer aux relations de pouvoir extrêmement inégales entre le Nord et le Sud, qui ne sont pas naturelles mais font plutôt partie d'un système mondial favorisant une poignée de privilégiés. Une perspective féministe décoloniale est essentielle pour examiner l'interaction entre les droits des femmes, les questions climatiques et les migrations.

Dans les discussions sur le genre et la migration induite par le climat, il est crucial de souligner que les femmes sont les agents de changement. Elles jouent un rôle essentiel dans la réponse aux catastrophes, assurant souvent la survie de la famille grâce à leur résilience et à leur capacité à résoudre les problèmes. Leur participation aux processus décisionnels permet d'obtenir des résultats plus respectueux du climat et plus inclusifs. Malgré l'importance de cette intersection, la recherche et les fonds publics consacrés au genre, au climat et à la mobilité restent rares. Étant donné que le genre et les migrations provoquées par le changement climatique sont spécifiques au contexte, il est urgent d'augmenter les fonds consacrés à ce lien tout en déployant une optique intersectionnelle dans les analyses de genre. Il est essentiel d'adopter une approche décoloniale et d'autonomisation, permettant aux femmes de s'engager activement dans les discussions plutôt que d'être des sujets passifs. La mise en place d'un cadre juridique de protection est impérative pour protéger les personnes confrontées aux catastrophes climatiques. À l'heure actuelle, il n'existe pas suffisamment d'instruments mondiaux adéquats pour répondre aux besoins des personnes touchées par la crise climatique, en particulier celles qui n'ont pas contribué à ce problème.

Recommandations

- Les pays européens et l'UE doivent allouer des fonds à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation et au traitement des pertes et des dommages. Ce financement devrait donner la priorité à la sensibilité au genre, impliquer les femmes dans les processus de prise de décision et répondre à leurs besoins spécifiques. Les projets mis en œuvre doivent être inclusifs et viser à modifier les inégalités entre les hommes et les femmes sur le long terme.
- Les pays européens et l'UE devraient soutenir les politiques de responsabilisation des entreprises, en veillant à ce qu'elles respectent les normes en matière de droits de l'homme et les mesures de protection de l'environnement. Cela nécessite une réglementation plus stricte que celle adoptée par l'UE en 2024.
- Il est urgent d'élaborer des politiques migratoires fondées sur les droits de l'homme aux niveaux national, régional et mondial afin d'aborder les complexités de la migration avec une approche centrée sur les droits. Il s'agit notamment d'inverser la tendance actuelle à la remise en cause des droits de l'homme et de la dignité dans les politiques d'asile de nombreux pays européens.



Projecteurs sur les expériences des femmes – ILES FIJI

Lors de la CSW67 (2023), des femmes des îles Fidji ont fait part de leur point de vue en première ligne des catastrophes climatiques. Elles ont déclaré que certaines femmes restent à la maison, cuisinent et s'occupent de la communauté, tandis que d'autres sont impliquées dans la réponse immédiate à la catastrophe. Étant à différents endroits, elles essaient de rester en contact, ce qui est souvent difficile en raison du manque d'électricité, de télécommunication ou de service internet. « On peut crier pour s'entraider », a déclaré l'une d'entre elles. Un meilleur accès aux informations sur les inondations et les conditions météorologiques les aiderait également à garder leurs enfants à la maison en cas d'alerte. À l'heure actuelle, le taux de mortalité par noyade est élevé, car la marge de manœuvre pour réagir en cas d'urgence est très réduite. Le groupe de femmes présentes à la CSW a demandé une éducation et une formation aux technologies, mais aussi des connaissances sur la manière d'agir en cas de harcèlement, ainsi que des connaissances et un champ d'action sur les droits législatifs et les politiques. (Isabella Szukits)

Crédit: [Maggie Boyle, Department of Foreign Affairs and Trade - Wikimedia Commons](#), [Licence CC 2.0](#)

Projecteurs sur les expériences des femmes - GUATEMALA

Une étude de cas sur le Guatemala et les mobilités climatiques de 2022 montre que l'impact des catastrophes naturelles affecte de manière disproportionnée les groupes vulnérables, notamment les personnes âgées, les femmes (en particulier les femmes autochtones), les enfants et les personnes résidant dans des régions rurales pauvres. En outre, il a été rapporté que six femmes sur dix qui migrent sont victimes de viols au cours de leur voyage, les filles voyageant seules et les personnes LGBT-QI+ étant plus exposées au risque de trafic d'êtres humains. (Université de Bologne : Au-delà de la panique? 2022)



Crédit: [UN Women/Ryan Brown - Flickr](#), [Licence CC 2.0](#)



Auteure : Isabella Szukits

Rédaction : Gea Meijers (WIDE+) & Emma Rainey (WIDE+)

Conception graphique: Stephanie Höglund (WIDE+)

Clause de non-responsabilité: Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.

Abréviations

CSW - Commission de la condition de la femme

LGBTQI+ - lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexuels

Bibliographie

Ballew, M., Marlon, J., Leiserowitz, A., & Maibach, E. (2018). Gender Differences in Public Understanding of Climate Change. Yale Program on Climate Change Communication. <https://climatecommunication.yale.edu/publications/gender-differences-in-public-understanding-of-climate-change/>

Buhaug, H. (2022). Armed conflict and climate change: how these two threats play out in Africa. ReliefWeb. <https://reliefweb.int/report/world/armed-conflict-and-climate-change-how-these-two-threats-play-out-africa>

Climate and Migration Coalition. Getting started - Our 20-minute introduction to climate change and migration. <https://climatemigration.org.uk/getting-started-climate-migration/>

Giacomelli, E., Iori, E., Villani, S., Musarò, P., Vittuari, M., Borraccetti, M., & Magnani, E. (2022). Fallstudienbericht: Beyond Panic? Senegal, Guatemala, Kambodscha, Kenia – Kurzfassung. Südwind. https://www.suedwind.at/fileadmin/user_upload/suedwind/Themen/Klima/Suedwind_Fallstudienbericht_Kurzfassung_2022_final.pdf

Hunt, E. (2020). The eco gender gap: why is saving the planet seen as women's work? The Guardian. <https://www.theguardian.com/environment/2020/feb/06/eco-gender-gap-why-saving-planet-seen-womens-work>

IOM. IOM Definition of "Migrant". <https://www.iom.int/about-migration>

IOM. Environmental Migration. <https://environmentalmigration.iom.int/environmental-migration>

Lama, P., Hamza, M., & Wester, M. (2021). Gendered dimensions of migration in relation to climate change. *Climate and Development*, 13(4): 326-336. <https://doi.org/10.1080/17565529.2020.1772708>

Migration Data Portal. Gender and migration. <https://www.migrationdataportal.org/themes/gender-and-migration>

Murfet, T., & Baron, R. (2020). An Unequal Emergency: CARE Rapid Gender Analysis of the Refugee and Migrant Crisis in Colombia, Ecuador, Peru and Venezuela. CARE. <https://reliefweb.int/report/colombia/unequal-emergency-care-rapid-gender-analysis-refugee-and-migrant-crisis-colombia>

Pearson, A., Ballew, M., Naiman, S., & Schuldt, J. (2017). Race, class, gender and climate change communication. *Oxford Encyclopedia of Climate Change Communication*. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228620.013.412>

Tagliapietra, S., & Lenaerts, K. (2022). Climate migration: what do we really know? *Bruegel*. <https://www.bruegel.org/blog-post/climate-migration-what-do-we-really-know>

UNDP. (2023) What does gender equality have to do with climate change? <https://climatepromise.undp.org/news-and-stories/what-does-gender-equality-have-to-do-climate-change>

UN Women. (2022). Explainer: How gender inequality and climate change are interconnected. <https://www.unwomen.org/en/news-stories/explainer/2022/02/explainer-how-gender-inequality-and-climate-change-are-interconnected>

World Meteorological Organization. (2023). Climate change and heatwaves. <https://wmo.int/content/climate-change-and-heatwaves>

Zainulbhai, H. (2015). Women, more than men, say climate change will harm them personally. *Pew Research Center*. <https://www.pewresearch.org/short-reads/2015/12/02/women-more-than-men-say-climate-change-will-harm-them-personally/>

Zickgraf, C. (2021). Climate change, slow onset events and human mobility: reviewing the evidence. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, (30): 21-30. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2020.11.007>

À propos du projet

Le projet « Gender and Climate Justice : Knowledge for Empowerment » [Genre et justice climatique : savoir en faveur de l'autonomie], acronyme « COPGendered » est un projet financé par l'UE dans le cadre du programme Erasmus+ qui a débuté en décembre 2022 et durera trois ans. Ce projet est dirigé par WIDE+ et par le consortium transnational de sept partenaires principaux, dont Gender CC, WIDE Autriche, GADIP, KULU Women and Development, Mundubat et CSCD. L'objectif principal est de doter les apprenants d'outils, de connaissances et de méthodologies leur permettant de comprendre et d'aborder les liens critiques entre l'inégalité des sexes et la crise climatique.

Ce document d'information fait partie d'une série de documents qui approfondissent des thèmes spécifiques sur le lien entre le genre et la justice climatique. Il s'agit des documents d'information suivants :

- Genre et justice climatique
- Justice climatique, genre et énergie
- Justice climatique, genre et LGBTQI
- Justice climatique, genre et transport
- Justice climatique, genre et extractivisme

Pour en savoir plus sur le projet COPGendered : <https://wideplus.org/copgendered-project/>



Justice climatique, genre et extractivisme



Il existe des interconnexions entre l'extractivisme, la (méga) extraction à grande échelle de ressources naturelles telles que les minéraux, le pétrole ou le gaz, l'inégalité entre les sexes en matière d'accès et de contrôle des ressources, les conflits d'utilisation des terres et l'accumulation des transactions de ressources sur une même zone. De même, les gains et les responsabilités sont distribués de manière socialement distincte, les entreprises étant principalement situées dans le Nord global. Parallèlement aux pratiques coloniales antérieures, les groupes ruraux et indigènes du Sud - en particulier les femmes - sont affectés de manière disproportionnée.

Qu'est-ce que l'extractivisme?

Les ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz ou les minéraux sont souvent extraites dans des régions périphériques de l'économie mondiale et exportées sous forme de matières premières vers d'autres parties du monde où elles sont transformées et vendues. Cela est rendu possible par une gouvernance internationale des politiques financières et économiques, telles que les accords de libre-échange.

L'extractivisme s'inscrit dans la logique de la marchandisation de la nature. Si la combustion des combustibles fossiles en tant que sources d'énergie est la principale cause du réchauffement climatique, les processus d'extraction y contribuent également de manière significative. Une étude évaluant les émissions totales de gaz à effet de serre du secteur minier (prenant en compte 65 matières minérales) a estimé qu'il représentait 15 % des émissions de GES en 2020. Cette estimation ne tient pas compte des émissions liées à l'extraction de milliards de tonnes de sable et de gravier, ni des volumes considérables d'eau extraits.

L'extraction et l'utilisation des combustibles fossiles comme sources d'énergie jouent un rôle clé dans le réchauffement de la planète et la crise climatique actuelle. L'UE a approuvé une série d'initiatives politiques, appelées « Green Deal », dans le cadre desquelles elle s'est engagée à supprimer progressivement l'utilisation des énergies fossiles et à devenir « climatiquement neutre » d'ici à 2050. Cependant, la production de voitures électriques et de panneaux solaires nécessite également l'utilisation de minéraux et d'éléments de terres rares qui doivent être importés de l'étranger. Par exemple, les batteries des voitures électriques nécessitent du lithium, du cobalt, du graphite, du nickel et du manganèse. Par ailleurs, l'industrie électronique (téléphones portables, ordinateurs, appareils intelligents) est le consommateur final important d'étain, de cobalt, de métaux platineux et d'autres métaux et terres rares, tels que le tantale, l'or, le palladium, l'argent et le cuivre.

Impacts spécifiques au genre et interrelations de l'extractivisme

L'extractivisme a pour caractéristique commune de générer des coûts écologiques considérables, des effets négatifs sur la santé et des déplacements de population. Les personnes qui vivent à proximité des grandes industries extractives supportent ces coûts, sont confrontées à la rareté de l'eau, à l'insalubrité de l'eau et à la pollution de l'air, et les femmes - en raison du rôle de soignante qui leur est socialement assigné - sont également confrontées à des tâches de soins accrues. Par exemple, le minerai rare qu'est le lithium provient de quelques pays, dont le « triangle du lithium » dans les hauts plateaux de Bolivie, du Chili et d'Argentine, où il utilise d'immenses quantités d'eau dans des régions déjà très sèches, ce





qui entraîne la perte des moyens de subsistance et des modes de vie traditionnels des communautés locales.

L'extractivisme a des répercussions directes sur la santé, en particulier sur la santé génésique des femmes et des jeunes filles, tandis que l'augmentation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire a un impact sur la [santé maternelle et néonatale](#). Les effets tels que la perte de revenus et de ressources, les déplacements et les crises humanitaires peuvent entraîner une augmentation des taux de violence fondée sur le sexe, y compris le trafic sexuel et les pratiques néfastes telles que les mariages précoces et les unions forcées. Les effets de l'extractivisme sont durables. Les multiples menaces posées par l'exploitation minière affaiblissent également la capacité des groupes marginalisés à s'adapter au changement climatique et à d'autres pressions environnementales.

L'exploitation minière est un secteur dominé par les hommes, les femmes jouant un rôle mineur en tant qu'employées, souvent de manière informelle en marge des sites miniers, sans mesures de sécurité et dans le cadre d'activités mal rémunérées. La concentration d'une main-d'œuvre masculine dans l'exploitation minière et dans le secteur (connexe) des transports va de pair avec une augmentation de l'exploitation sexuelle des femmes et des jeunes filles, des risques sanitaires (comme le VIH) et de la violence fondée sur le genre.

Conflits concernant l'accès aux ressources et le rôle de l'État

Les pays postcoloniaux riches en ressources sont souvent confrontés à la « malédiction des ressources », mais pas exclusivement. Cela signifie que ces pays

sont fortement exposés à la corruption, à l'absence de bonne gouvernance et au manque de diversification de l'économie. Il en résulte souvent des réglementations environnementales laxistes et une évasion fiscale qui ont une incidence sur la fourniture des services publics - essentiels pour la santé des femmes, l'éducation et la réduction des tâches non rémunérées. L'exploitation minière par des sociétés agréées peut coexister avec un vaste secteur minier informel où les normes de sécurité et de travail tendent à être encore plus faibles. Les luttes pour l'accès aux ressources sont liées à l'appropriation récurrente de nouveaux espaces d'une part, et à la dépossession de terres, souvent indigènes, d'autre part.

Des conflits multiformes apparaissent fréquemment entre les entreprises extractives, les organismes publics, les organisations non gouvernementales, les mouvements environnementaux et sociaux et les groupes hétérogènes de la population locale. Ces conflits portent souvent sur la nécessité de remettre en question l'autorité qui prend les décisions concernant l'utilisation de l'environnement, la répartition des bénéfices et des charges de l'extraction et la responsabilité des dommages qui en résultent. Les relations de pouvoir asymétriques offrent aux entreprises d'importantes possibilités d'échange avec les dirigeants locaux. En outre, l'extractivisme conduit souvent à la militarisation et à la sécurisation des sites d'extraction et des régions. Les protestations locales contre l'exploitation de la main-d'œuvre, les dommages causés à l'environnement et les répercussions sur la santé sont souvent lourdement réprimées.

La résistance des femmes à l'exploitation extractiviste

La justice climatique et de genre dans l'extractivisme signifie une répartition équitable des bénéfices et des charges, mais aussi la prise en compte de la représentation des différentes parties prenantes dans les diverses sphères de prise de décision. Les femmes et les filles souffrent historiquement d'une discrimination systémique découlant des stéréotypes et des rôles sociaux, économiques et politiques différenciés qui leur sont attribués dans les cultures et les sociétés du monde entier, et sont donc moins représentées dans les espaces de prise de décision. Les femmes subissent les pires conséquences d'un programme d'extraction néolibéral. Cependant, les femmes s'engagent également dans la résistance à l'extractivisme, en sortant des rôles traditionnels liés au genre et en devenant leaders dans les mouvements qui luttent contre l'extraction destructrice.

Recommandations

- ↪ Mettre en œuvre l'article 14 de la CEDEF dans les politiques nationales et internationales (commerciales) sur le droit des femmes vivant dans les zones rurales de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la planification du développement à tous les niveaux et à jouir de conditions de vie adéquates, notamment en ce qui concerne le logement, l'assainissement, l'électricité et l'approvisionnement en eau, entre autres.
- ↪ Mettre en œuvre les politiques (commerciales) nationales et internationales de la Convention 169 de l'OIT sur les droits des peuples autochtones, un instrument juridique international qui inclut le droit d'être consulté sur les questions affectant leurs terres, leurs territoires et leurs ressources.
- ↪ Les gouvernements doivent intégrer les droits des femmes, des enfants, des personnes LGBTI, des personnes handicapées, des minorités, des peuples autochtones et des autres groupes confrontés à une discrimination intersectionnelle dans les stratégies nationales et internationales de lutte contre le changement climatique et dans les politiques d'extractivisme. Les droits des personnes ne peuvent être compromis au profit des droits des entreprises à faire des bénéfices.



Crédit: [Sosialistisk Ungdom - Flickr](#), [Licence CC 2.0](#)

« **L'extractivisme n'est pas apparu au fil du temps sans résistance.** Par exemple, les femmes nigérianes résistent à l'extraction pétrolière dans le delta du Niger depuis 70 à 80 ans. À Marikana (Afrique du Sud), les femmes ont protesté lorsque 34 mineurs ont été assassinés par la police parce qu'ils faisaient grève pour obtenir un salaire décent. Les femmes touchées par l'extraction du charbon en Afrique du Sud ont résisté ; les femmes du mouvement pacifiste dans le delta du Niger ; les femmes qui luttent contre l'extraction du pétrole dans des conditions extrêmement inégales. »
(Samantha Hargreaves, WoMin)

Cette histoire commence en 2017 lorsque les habitants d'une région connue sous le nom de « grenier de la Bulgarie » découvrent qu'une entreprise a un plan d'investissement pour faire de la prospection gazière dans la région. La méthode d'exploration et d'exploitation des gisements de gaz est appelée par euphémisme « forage horizontal » dans la documentation soumise aux institutions gouvernementales compétentes. Une lecture plus attentive par les spécialistes révèle que la description complète de cette méthode coïncide avec la « fracturation ». Selon des expertises indépendantes, cette exploration, et par conséquent l'extraction du gaz, entraînerait une pollution radioactive et chimique, en plus de la pollution du sol, de l'eau et de l'air, ainsi que la pollution du lac de Varna et de la côte septentrionale de la mer Noire. Fin 2017, un référendum est organisé dans la région et plus de 97 % des votants se prononcent contre cet investissement. Les premiers avis des institutions compétentes sont négatifs et ne permettent pas à l'entreprise de commencer son exploration. Depuis 2018, des poursuites sont engagées contre les institutions qui ont pris les décisions d'interdiction correspondantes, et l'entreprise a également engagé des poursuites contre les fonctionnaires eux-mêmes afin d'intimider et d'inspirer la peur à quiconque tente de les confronter. En recourant à divers stratagèmes administratifs dans le cadre de la procédure judiciaire et à une armée d'avocats grassement payés, la société d'investissement a tenté d'atteindre ses objectifs sans se soucier de la vie et de la santé des personnes. Trois femmes courageuses ont mené avec succès la lutte contre l'investisseur - Donna Pickard de Sofia, docteure en sociologie et propriétaire de terres dans un village de la région, Ivanka Kazakova, membre individuelle du comité d'initiative « Pour une Bulgarie propre », et Ayden Yaiya, résidente d'un village local et productrice de miel biologique.



Crédit: [Rick Hurdle - Flickr](#),
[Licence CC 2.0](#)



Auteurs : Stanimira Hadjimitova (CSCD), Janine Wurzer (WIDE Autriche), Sarai Martin (Mundubat), et Gitte Pedersen (KULU - WOMEN and DEVELOPMENT)

Rédaction : Gea Meijers (WIDE+) et Emma Rainey (WIDE+)

Conception graphique : Stephanie Höglund (WIDE+)

Clause de non-responsabilité : Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.

Abréviations

CEDAW : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

GES : Gaz à effet de serre

VIH : Virus de l'immunodéficience humaine

OIT : Organisation internationale du travail

Bibliographie

García Gómez, A. (2023). Climate justice, health, and sexual and reproductive rights. Open Global Rights. <https://www.openglobalrights.org/climate-justice-health-sexual-reproductive-rights/>

IISD & WEDO. (2022). Gender Data Must Be the Bedrock of Climate Justice. <https://data2x.org/resource-center/gender-data-must-be-the-bedrock-of-climate-justice/>

Minority Rights Group. (2019). Minority and Indigenous Trends 2019 - Focus on climate justice. <https://minorityrights.org/resources/minority-and-indigenous-trends-2019-focus-on-climate-justice/>

Nygren, A., Kröger, M., & Gills, B. (2022). Global extractivisms and transformative alternatives. The Journal of Peasant Studies, 49(4): 734-759. <https://doi.org/10.1080/03066150.2022.2069495>

SRHR & Climate Justice Coalition. (2022). CLIMATE CHANGE, GENDER EQUALITY, AND SEXUAL AND REPRODUCTIVE HEALTH AND RIGHTS (SRHR). CSW66. https://womensgenderclimate.org/wp-content/uploads/2022/03/CSW66-SRHR_20220308-English.pdf

Strumskyte, S., Ramos Magaña, S., & Bendig, H. (2022). Women's leadership in environmental action. OECD Environment Working Papers, No. 193, OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/fo038d22-en>

van Paassen, B. (2022). Why We Need Feminist Leadership for Climate Justice. Open Democracy. <https://www.opendemocracy.net/en/changemakers/climate-change-justice-feminist-leaders-rebuilding-world/>

WoMin. Right to say NO - Information Pack. <https://womin.africa/right-to-say-no-information-pack/>

Zheng, X., Lu, Y., Ma, C., Yuan, J., Chr Stenseth, N., Hessen, D.O., Tian, H., Chen, D., Chen, Y., & Zhang S. (2023). Greenhouse gas emissions from extractive industries in a globalized era. Journal of Environmental Management, (343). <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2023.118172>

À propos du projet

Le projet «Gender and Climate Justice : Knowledge for Empowerment» [Genre et justice climatique : savoir en faveur de l'autonomie], acronyme «COPGendered» est un projet financé par l'UE dans le cadre du programme Erasmus+ qui a débuté en décembre 2022 et durera trois ans. Ce projet est dirigé par WIDE+ et par le consortium transnational de sept partenaires principaux, dont Gender CC, WIDE Autriche, GADIP, KULU Women and Development, Mundubat et CSCD. L'objectif principal est de doter les apprenants d'outils, de connaissances et de méthodologies leur permettant de comprendre et d'aborder les liens critiques entre l'inégalité des sexes et la crise climatique.

Ce document d'information fait partie d'une série de documents qui approfondissent des thèmes spécifiques sur le lien entre le genre et la justice climatique. Il s'agit des documents d'information suivants :

- Genre et justice climatique
- Justice climatique, genre et énergie
- Justice climatique, genre et LGBTIQ
- Justice climatique, genre et transport
- Genre et migration induite par le climat

Pour en savoir plus sur le projet COPGendered : <https://wideplus.org/copgendered-project/>



Mundubat



Center for Sustainable Communities Development

